

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3737

5 décembre 2014

SOMMAIRE

Al Alu & Cy S.C.A.	179332	Napster Luxembourg S.à r.l.	179339
Automotive Industries S.à r.l.	179331	NET s IT e.lu S.à r.l.	179339
B & B Consulting S.à r.l.	179333	Novator (Luxembourg) S.à r.l.	179340
BEII S.à r.l.	179332	NREP Transactions Holding 1 S.à r.l. ...	179373
Black Grafton S.à r.l.	179333	Orion IV European 34 S.à r.l.	179360
BlueBay Global High Income Loan Invest- ments (Luxembourg) S.A.	179332	QS Holdings S.à.r.l.	179337
BlueBay High Income Loan Investments (Luxembourg) S.A.	179333	Qua Patet Orbis B.V.	179335
B&M European Value Retail 2 S.à r.l. ...	179330	Real Fun Holding S.A.	179336
Bred Ymer Branding	179330	Rey Projects International S.A.	179335
BV Capital Partners Luxembourg S.A. ...	179331	Riskelia Fund	179334
Cameron Lux II S.à r.l.	179331	RMH Sàrl	179334
Chromium Investment S.à r.l.	179332	Rodea S.A.	179335
Consult Trading Management	179333	Romalex S.à r.l.	179335
Eureka-Its S.A.	179338	Salon NADINE s.à r.l.	179336
Firewall Holding S.à r.l.	179345	Sapphire S.à r.l.	179337
Flaugust S.A.	179330	Savrow Holdings S.à r.l.	179334
KDC Investments,Luxembourg Branch .	179374	Seniorenresidenz Poetschebirchen S. à r.l.	179337
Liberty Globus S.A.	179339	S.G. General School S.A.	179334
Luxwatt S.à r.l.	179368	Shamrock Investments S.à r.l.	179336
Merus SPF	179338	Silverlands Luxembourg (T1) S.à r.l.	179342
Meryl International S.A.	179339	Smith & Nephew Finance S.à r.l.	179336
Multihealth S.A.	179330	Société d'Etudes et de Réalisations Com- merciales	179337
Multitube Technical Services S.à r.l.	179330	Vento Italia S.A.	179338

Multihealth S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 110.127.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Référence de publication: 2014174782/10.

(140200049) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Multitube Technical Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4804 Rodange, 3, rue du Maribor.
R.C.S. Luxembourg B 160.780.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PINHEIRO Samantha.

Référence de publication: 2014174783/10.

(140199624) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Bred Ymer Branding, Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 160.282.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société
Un administrateur*

Référence de publication: 2014178295/11.

(140205037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

B&M European Value Retail 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 116, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 171.437.

Les statuts coordonnés au 30 octobre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Marc Loesch
Notaire*

Référence de publication: 2014178247/11.

(140204645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Flaugust S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.
R.C.S. Luxembourg B 132.854.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 novembre 2014.

*Pour compte de Flaugust S.A.
Fiduplan S.A.*

Référence de publication: 2014176876/12.

(140202799) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

Cameron Lux II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 4.613.500,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 90.440.

—
Extrait des résolutions prises par l'associée unique en date du 31 octobre 2014

1. Madame Cécile JAGER a démissionné de son mandat de gérante avec effet au 31 octobre 2014.
2. Monsieur David CATALA, administrateur de sociétés, né à Gent (Belgique), le 19 janvier 1979, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant pour une durée indéterminée avec au 31 octobre 2014.

Luxembourg, le 18 Novembre 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Cameron Lux II S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014178302/17.

(140204419) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

BV Capital Partners Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 109.290.

—
Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société tenue en date du 1^{er} juillet 2014, que:

- L'Assemblée Générale accepte la démission, à compter de ce jour, de Monsieur Paulo Jorge DA COSTA MAGALHAES de sa fonction d'administrateur.

- L'Assemblée Générale nomme, à compter de ce jour, comme nouvel administrateur Madame Laure RAFFAELLI, ayant son adresse professionnelle au 25C, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg. Elle est élue jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en l'année 2015. Elle dispose d'un pouvoir de signature conjoint avec un autre administrateur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} juillet 2014.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2014178300/18.

(140204349) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Automotive Industries S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 15.000,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 95.921.

—
Extrait du contrat de cession de parts signé le 14 novembre 2014

En vertu du contrat de cession de parts signé en date du 14 Novembre 2014, les parts de la société ont été transférées comme suit:

MAXIMUM FUNDS N.V. ayant son siège social au 15, Pietermaai, AN-Curacao, a transféré 141 parts sociales à Blue Point Limited ayant son siège social au 93 Mill Street, Qormi QRM 3120, Malta, numéro de registre C66105.

DAYTONA INVESTMENTS N.V. ayant son siège social au 15, Pietermaai, AN-Curacao, a transféré 9 parts sociales à Blue Point Limited ayant son siège social au 93 Mill Street, Qormi QRM 3120, Malta, numéro de registre C66105.

Luxembourg, le 17 Novembre 2014.

Luxembourg Corporation Company SA

Signatures

Gérant

Référence de publication: 2014178243/19.

(140205087) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

BlueBay Global High Income Loan Investments (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 24, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 179.123.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014178259/10.

(140204987) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Al Alu & Cy S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 191.173.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 18 novembre 2014.

Référence de publication: 2014178211/10.

(140205189) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

BEIF S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 82.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 140.753.

Veillez noter que BEIF II Limited agit en tant qu'associé commandité de BEIF II Limited, avec siège à 16, Palace Street, SW1E 5JD Londres, Royaume-Uni.

Luxembourg, le 18/11/2014.

Pour avis sincère et conforme

Pour BEIF S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014178283/14.

(140204907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Chromium Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 188.874.

EXTRAIT

Il résulte de la décision de l'associé unique de la Société en date du 23 septembre 2014 que la société BRE/Management 7 S.A. a démissionné en tant que gérant unique de la Société avec effet au 23 septembre 2014.

L'associé unique de la Société a décidé de nommer la société BRE/Management 6 S.A., société anonyme de droit Luxembourgeois, ayant son siège social au 35, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg (alors domicilié au 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg) et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 164.777, en tant que gérant unique de la Société, avec effet au 23 septembre 2014 pour une durée indéterminée.

La Société est désormais gérée par la société BRE/Management 6 S.A. en qualité de gérant unique.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2014178308/20.

(140204792) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

BlueBay High Income Loan Investments (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 24, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 143.293.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 novembre 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014178261/10.

(140204991) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

B & B Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7720 Colmar-Berg, 23, rue du Faubourg.

R.C.S. Luxembourg B 166.356.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014178245/10.

(140204777) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

C.T.M., Consult Trading Management, Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 62, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 108.336.

Les comptes annuels arrêtés au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Consult Trading Management en abrégé C.T.M.

Société anonyme

Signature

Référence de publication: 2014178315/13.

(140204708) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Black Grafton S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 153.245.

Il est à noter que les associés de la Société ont décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Monsieur Antoine de Oliveira e Castro de son mandat de gérant de la Société avec effet au 14 novembre 2014;

- de nommer Monsieur Benoit Galloro, demeurant professionnellement au Bahnhofstrasse 2, CH - 6300 Zug, Suisse, en tant que nouveau gérant de la Société avec effet au 14 novembre 2014 et pour une durée indéterminée;

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé de

Madame Stéphanie Duval, gérante

Madame Ghizlane Gryp, gérante

Monsieur Benoit Galloro, gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Black Grafton S.à r.l.

Stéphanie Duval

Mandataire

Référence de publication: 2014178256/21.

(140204752) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Riskelia Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.
R.C.S. Luxembourg B 172.172.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014178788/9.

(140204436) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

RMH Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9999 Wemperhardt, 4, Op der Haart.
R.C.S. Luxembourg B 176.722.

Der Jahresabschluss zum 31. Dezember 2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift.

Référence de publication: 2014178789/11.

(140204545) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

S.G. General School S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 80.761.

EXTRAIT

L'assemblée générale ordinaire réunie à Luxembourg le 11 novembre 2014 a pris acte de la démission des administrateurs en la personne de Messieurs Marc Koeune et Jean-Yves Nicolas et Mesdames Nicole Thommes et Andrea Dany, ainsi que la démission du commissaire aux comptes, la société Cederlux-Services S.à r.l.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014178798/12.

(140205079) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Savrow Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 1.533.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 121.839.

Il est à noter que les associés de la Société ont décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Monsieur Antoine de Oliveira e Castro de son mandat de gérant de la Société avec effet au 14 novembre 2014;
- de nommer Monsieur Benoit Galloro, demeurant professionnellement au Bahnhofstrasse 2, CH - 6300 Zug, Suisse, en tant que nouveau gérant de la Société avec effet au 14 novembre 2014 et pour une durée indéterminée;

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé de

Madame Virginie Vely, gérante

Monsieur Martin Eckel, gérant

Monsieur Jean-Paul Vignac, gérant

Monsieur Benoit Galloro, gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Savrow Holdings S.à r.l.

Virginie Vely

Mandataire

Référence de publication: 2014178804/22.

(140204801) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Rodea S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.
R.C.S. Luxembourg B 132.395.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014178790/9.
(140205207) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Romalex S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8289 Kehlen, 8, Am Duerf.
R.C.S. Luxembourg B 19.363.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014178792/9.
(140204675) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Qua Patet Orbis B.V., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 18.135,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 86.420.

—
EXTRAIT

En date du 3 novembre 2014, l'associé unique a pris la résolution suivante:

1) Le changement d'adresse du siège social du 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg au 43, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg est accepté avec effet au 1^{er} novembre 2014

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014178775/13.

(140204702) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Rey Projects International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 100.973.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de la société tenue en date du 11 novembre 2014 que:

- Ont été réélus aux fonctions d'administrateur de la société:

* Monsieur Hervé Poncin, administrateur, demeurant professionnellement à L-1510 Luxembourg, 60, avenue de la Faïencerie (Grand-Duché de Luxembourg);

* Maître Charles DURO, avocat à la cour, demeurant professionnellement à L-1325 Luxembourg, 03, rue de la Chapelle (Grand-Duché de Luxembourg);

* Maître Marianne GOEBEL, avocate à la cour, demeurant professionnellement à L-1325 Luxembourg, 03, rue de la Chapelle (Grand-Duché de Luxembourg).

- A été réélue aux fonctions de Commissaire aux comptes de la société:

* La société FIDUCIAIRE GRAND DUCALE SA, avec siège social à L-1510 Luxembourg, 60, avenue de la Faïencerie (Grand-Duché de Luxembourg)

Le mandat des administrateurs et du Commissaire aux comptes de la société prendra fin lors de l'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires de la société qui se tiendra en 2020.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014178787/23.

(140204264) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Salon NADINE s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9156 Heiderscheid, 4, Fuussekaul.

R.C.S. Luxembourg B 133.669.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014178799/10.

(140205129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Real Fun Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 165.772.

Les statuts coordonnés au 17/10/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17/10/2014.

Me Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2014178777/12.

(140204819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Smith & Nephew Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 40.000,00.**

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 182.739.

Extrait des résolutions de l'associée unique prises en date du 18 novembre 2014

1. L'Associée Unique approuve la démission avec effet immédiat de Monsieur Marc LIBOUTON de son mandat de Gérant de Catégorie A de la Société.

2. En remplacement, l'Associée Unique décide de nommer avec effet immédiat Madame Brigitte DENIS, née le 12 avril 1966 à Rossignol (Belgique), demeurant professionnellement au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg en tant que Gérant de Catégorie A.

Pour Smith & Nephew Finance S.à r.l.

Référence de publication: 2014178812/15.

(140204998) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Shamrock Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 101.500,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 176.371.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 17 novembre 2014 que:

1. La démission de Monsieur Olivier LIEGEOIS, gérant de classe B de la Société, a été acceptée avec effet au 29 août 2014.

2. La société P.A.L. Management S.à r.l., société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B145164, a été nommée en tant que gérant de classe B de la Société, avec effet au 29 août 2014, et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 novembre 2014.

Référence de publication: 2014178807/17.

(140204301) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Seniorenresidenz Poetschebirchen S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-8280 Kehlen, 50A, rue de Mamer.

R.C.S. Luxembourg B 134.837.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014178805/9.

(140205268) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Société d'Etudes et de Réalisations Commerciales, Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 70.637.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014178813/9.

(140204699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Sapphire S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 124.458.

EXTRAIT

En date du 3 novembre 2014, l'associé unique a pris la résolution suivante:

1) Le changement d'adresse du siège sociale du 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg au 43, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg est accepté avec effet au 1^{er} novembre 2014

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014178803/13.

(140204902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

QS Holdings S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 8.345.580,00.**

Siège social: L-1946 Luxembourg, 9-11, rue Louvigny.

R.C.S. Luxembourg B 103.193.

Il résulte des résolutions écrites de l'associé unique en date du 13 novembre 2014 que Monsieur Charles Stuart Exon a démissionné de sa position de gérant de type A de la Société avec effet au 13 novembre 2014.

Il est décidé de nommer en remplacement de Monsieur Charles Stuart Exon, Madame Lynnsey Caya, née le 27 juillet 1977 en Californie, Etats-Unis d'Amérique, résidant professionnellement au 15202 Graham Street, Huntington Beach, CA 92649, Etats-Unis d'Amérique, comme gérante de type A de la Société avec effet au 13 novembre 2014 pour une durée indéterminée.

Par conséquent, le conseil de gérance est maintenant composé comme suit:

- Pierre Agnes comme gérant de type A de la Société;
- Lynnsey Caya comme gérante de type A de la Société;
- Richard Shields comme gérant de type A de la Société;
- Olivier Dorier comme gérant de type B de la Société; et
- Stewart Kam-Cheong comme gérant de type B de la Société.

Le 18 novembre 2014.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2014178774/23.

(140204626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

Vento Italia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 107.849.

Le bilan de la société au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.
Pour la société
Un mandataire

Référence de publication: 2014177248/12.

(140202802) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

Merus SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Capital social: EUR 4.790.068,92.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 164.179.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des décisions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 Octobre 2014

L'Assemblée décide de prononcer la clôture de la liquidation de la Société.

I. L'Assemblée décide que les livres et documents sociaux de la Société seront déposés et conservés pendant cinq ans, à l'adresse suivante: 22, Rue de Médran, CH-1936 Verbier, Switzerland.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TMF Luxembourg S.A.
Signatures

Référence de publication: 2014179282/16.

(140205326) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

Eureka-Its S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4823 Rodange, 1, rue de l'Industrie.
R.C.S. Luxembourg B 114.425.

Extrait des résolutions de l'assemblée générale extraordinaire du 19 novembre 2014

L'an deux mille quatorze, le dix-huit novembre, à quinze heures trente, l'actionnaire unique de la société anonyme "EUREKA-ITS S.A.", établie et ayant son siège social à L-4823 Rodange, 1, rue de l'Industrie, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 114 425, et a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'actionnaire unique accepte la démission des administrateurs de catégorie A et de l'administrateur-délégué suivants:

Administrateurs de catégorie A:

Monsieur Alain ZELEZNIK, né à Montegnée, Belgique, le 10 septembre 1963, demeurant à B-4050 Chaudfontaine, 38, rue de la Chênaie.

Madame Régine NICKERS, née le 04 octobre 1967 à Rocourt, Belgique, demeurant B-4050 Chaudfontaine, 38, rue de la Chênaie.

Administrateur-délégué:

Monsieur Alain ZELEZNIK, susvisé.

Deuxième résolution

L'actionnaire unique décide de nommer administrateur unique de la société, Monsieur Alain ZELEZNIK, susvisé.
Son mandat est valable jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle devant se tenir en 2017.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014179138/24.

(140205933) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

Napster Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5408 Bous, 60, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 110.203.

Der Jahresabschluss vom 28.02.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift.

Référence de publication: 2014174784/10.

(140200180) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2014.

NET s IT e.lu S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8538 Hovelange, 59, Am Kiem.
R.C.S. Luxembourg B 96.966.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

12, rue du Bitbourg L-1273 Luxembourg

Référence de publication: 2014174791/10.

(140200097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Liberty Globus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 115.112.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 Novembre 2014.

Liberty Globus S.A.

Nathalie S.E. Chevalier

Directeur B

Référence de publication: 2014179267/14.

(140205524) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

Meryl International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 159.739.

Extrait de résolution d'une assemblée générale extraordinaire du 19 novembre 2014

Madame Carole CARLIER, est révoquée de son poste d'administrateur et suite au décès de Madame Yolande LE BAIL, elle est révoquée de son poste d'administrateur et d'administrateur délégué. L'associé unique prend les résolutions suivantes:

- de nommer Monsieur Nicolas SERGEANT, administrateur-unique avec effet au 19.11.2014, le mandat prendra fin en 2016.

- De nommer Madame Nathalie BARBIER, Directeur commercial, née le 02.09.1965 à F-Denain et demeurant à L-9956 Hachiville Maison 80, au poste de déléguée à la gestion journalière pour un mandat de 2 ans et ce jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 novembre 2014.

MERYL INTERNATIONAL S.A.

Administrateur unique

Référence de publication: 2014179301/20.

(140205598) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

Novator (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 144.887.

In the year two thousand fourteen, on the twenty-ninth of October

Before Us Me Jean SECKLER, notary residing at Junglinster, (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned;

APPEARED:

1) Lambris Ltd., a company incorporated under the laws of the British Virgin Islands, having its registered seat at Pasea Estate, Road Town, Tortola, British Virgin Islands and registered with the British Virgin Islands Trade and Company Register under number 138 7917, here represented by Mr Henri DA CRUZ, employee, residing professionally in Junglinster, by virtue of a proxy given under private seal;

2) Obourne S.A., a company incorporated under the laws of Panama, having its registered seat at 53rd E Street, Urbanisation Marbella, MMG Tower, 16th floor, Panama, Republic of Panama and registered with the Panama Trade and Company Register under number 1466092, here represented by Mr Henri DA CRUZ, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal;

Such proxies, after having been signed “ne varietur” by the proxy-holder and the notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

The appearing parties, through their mandatory, have declared and requested the officiating notary to act the following:

- The appearing parties are the shareholders of the private limited liability company established in Luxembourg under the name of “NOVATOR (LUXEMBOURG) S.à r.l.”, (hereafter the “Company”) with registered office in L-2449 Luxembourg, 25c, boulevard Royal, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre du commerce et des sociétés) under number B 144.887, incorporated pursuant to a deed of Me Martine DECKER, notary residing in Hesperange of January 30, 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on March 19, 2009 under number 602. The Company’s articles of incorporation (the “Articles”) have been amended pursuant to a deed of Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, dated 12 April 2010, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1076 of 21 May 2010.

- That the appearing parties, represented as said before, as the shareholders of the said company, have taken, through their mandatory, the following resolutions:

First resolution

The shareholders resolved to change object of the company and subsequently to amend article 2 of the Articles of the Company as follows:

“ **Art. 2. Object.** The object of the Company is the provision of assistance in estate planning and management to a natural person and his or her family, including the coordination and monitoring of various service providers, and the rendering of domiciliary, administrative and corporate services to entities belonging to such natural person and his or her family or to trusts of which they are founders or beneficiaries.

The Company may also perform all commercial, technical and financial operations, if these operations are likely to enhance the above-mentioned objectives, and to effect all transactions which are necessary or useful to fulfill its object as well as operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its purpose in all areas described in this article”

Second resolution

The shareholders resolved to amend article 14 of the Articles of the Company as follows:

“ **Art. 14. Auditors.** Except where according to the Laws, the Company’s annual statutory and/or consolidated accounts must be audited by an independent auditor, the business of the Company and its financial situation, including in particular its books and accounts, may, and shall in the cases provided by law, be reviewed by one or more statutory auditors who need not be shareholders themselves.

The statutory or independent auditors, if any, will be appointed by the shareholder(s), which will determine the number of such auditors and the duration of their mandate. They are eligible for re-appointment. They may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s), save in such cases where the independent auditor may, as a matter of the Laws, only be removed for serious cause.”

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately nine hundred and fifty Euros.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Junglinster, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the mandatory of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said mandatory has signed together with Us, the notary, the present deed.

suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-neuf octobre.

Pardevant Nous Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

1) Lambris Ltd., une société constituée sous la loi des Iles Vierges Britanniques, ayant son siège social à Pasea Estate, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques et inscrites au «British Virgin Islands Trade and Company Register» sous le numéro 138 7917, ici représentée par Monsieur Henri DA CRUZ, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

2) Obourne S.A., une société constituée sous la loi du Panama, ayant son siège social à 53rd E Street, Urbanisation Marbella, MMG Tower, 16th floor, Panama, Republic of Panama et enregistrée au "Panama Trade and Company Register" sous le numéro 1466092, ici représentée par Monsieur Henri DA CRUZ, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée;

Lesquelles procurations, après avoir été signées "ne varietur" par le mandataire et le notaire, resteront annexées au présent acte afin d'être enregistrées avec lui.

Lesquelles parties comparantes, par leur mandataire, ont déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter les suivant:

- Les parties comparantes sont les associés de la société à responsabilité limitée «NOVATOR (Luxembourg) S.à. r.l.», (ci-après la «Société»), ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 25c, boulevard Royal, enregistrée au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 144.887, constituée par acte de Maître Martine DECKER, notaire de résidence à Hesperange, en date du 30 janvier 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 19 mars 2009 sous le numéro 602. Les statuts de la Société (les «Statuts») ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 12 avril 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1076 du 21 mai 2010.

- Que les parties comparantes, représentées comme dit ci-avant, en leur qualité d'associées actuelles de la Société ont pris, par leur mandataire, les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés ont décidé de changer l'objet social de la société et de subséquemment modifier l'article 2 des statuts comme suit:

« **Art. 2. Objet.** La société a pour objet la fourniture d'une assistance dans la planification et la gestion patrimoniale à une personne physique et de sa famille, y compris la coordination et le suivi des différents prestataires de services, et la prestation de services de domiciliation, administratifs et sociaux à des entités appartenant à cette personne physique ou de sa famille ou à des trusts dont ils sont les fondateurs ou bénéficiaires.

La Société peut également réaliser toutes opérations commerciales, techniques ou financières et en général toutes opérations nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social, ainsi que toutes opérations en relation directe ou indirecte, de manière à faciliter l'accomplissement de cet objet dans tous les secteurs prédécrits.»

Deuxième résolution

Les associés ont décidé de modifier l'article 14 des statuts comme suit:

Art. 14. Commissaires aux Comptes. Sauf lorsque, conformément aux Lois, les comptes annuels et/ou les comptes consolidés de la Société doivent être vérifiés par un réviseur d'entreprises indépendant, les affaires de la Société et sa situation financière, en particulier ses documents comptables, peuvent et devront, dans les cas prévus par la loi, être contrôlés par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être eux-mêmes associés.

Le(s) commissaire(s) aux compte(s) ou réviseur(s) d'entreprises indépendant(s) seront, le cas échéant, nommés par les Associés qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Leur mandat peut être renouvelé. Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés sauf dans les cas où le réviseur d'entreprises indépendant peut seulement, par dispositions des Lois, être révoqué pour motifs graves.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de neuf cent cinquante euros.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Junglinster, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire des parties comparantes, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Henri DA CRUZ, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 04 novembre 2014. Relation GRE/2014/4306. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014175542/121.

(140200565) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 novembre 2014.

Silverlands Luxembourg (T1) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 176.358.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-eight day of the month of October;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

THERE APPEARED:

"Silverstreet Private Equity Strategies Soparfi", a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, established and having its registered office at 6, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, registered with the Trade and Companies Registry of Luxembourg under number B 167402,

here represented by Mrs. Mary NEVILLE, employee, residing professionally in Munsbach, by virtue of a proxy given under private seal on October 27th, 2014.

Said proxy, after signature "ne varietur" by the proxy-holder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as said before, has requested the undersigned notary to state that:

- The appearing party is the sole shareholder of the private limited liability company ("société à responsabilité limitée") existing under the name of "Silverlands Luxembourg (T1) S.à r.l.", (the "Company"), with registered office at 6, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, registered with the Trade and Companies Registry of Luxembourg under number B 176358, incorporated pursuant to a deed of Me Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, on March 25th, 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1279, on May 30th, 2013,

and whose articles of association have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary, on August 7th, 2014, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations;

- The Company's capital is currently set at nine million twenty two thousand two hundred and eleven US dollars (USD 9,022,211.-), represented by nine million twenty two thousand two hundred and eleven (9,022,211) shares of a nominal value of one US dollar (USD 1.-) each, all fully subscribed and entirely paid up;

- The agenda is worded as follows:

1. Increase of the share capital of the Company by an amount of three million seven hundred and twenty-seven thousand six hundred and twenty-four US dollars (USD 3,727,624) in order to bring it from its present amount of nine million twenty two thousand two hundred and eleven US dollars (USD 9,022,211.-) to twelve million seven hundred and forty nine thousand eight hundred and thirty five US dollars (USD 12,749,835.-) by the creation and the issue of three million seven hundred and twenty-seven thousand six hundred and twenty-four (3,727,624) new shares of a nominal value of one US dollar (USD 1.-) each.

2. Subscription and payment of all the three million seven hundred and twenty-seven thousand six hundred and twenty-four (3,727,624) newly issued shares by Silverstreet Private Equity Strategies Soparfi by a contribution in kind consisting in the conversion of a certain, liquid and enforceable claim.

3. Amendment of article 6, paragraph 1, of the articles of incorporation of the Company as a consequence of the increase of the share capital of the Company.

4. Miscellaneous.

The sole shareholder then passed the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of three million seven hundred and twenty-seven thousand six hundred and twenty-four US dollars (USD 3,727,624) in order to bring the share capital from its present amount of nine million twenty two thousand two hundred and eleven US dollars (USD 9,022,211.-) represented by nine million twenty two thousand two hundred and eleven (USD 9,022,211) shares with a nominal value of one US dollar (USD 1.-) each, to twelve million seven hundred and forty nine thousand eight hundred and thirty five US dollars (USD 12,749,835.-) and to issue in this respect three million seven hundred and twenty-seven thousand six hundred and twenty-four (3,727,624) new shares (the "New Shares") with a nominal value of one US dollar (USD 1.-) each.

Second resolution

The three million seven hundred and twenty-seven thousand six hundred and twenty-four (3,727,624) New Shares are entirely subscribed by the sole shareholder "Silverstreet Private Equity Strategies Soparfi", prenamed.

The New Shares have been issued in counterpart for their nominal value of three million seven hundred and twenty-seven thousand six hundred and twenty-four US dollars (USD 3,727,624.-) by a contribution in kind consisting in the conversion of a certain, liquid and enforceable claim (the "Claim") that "Silverstreet Private Equity Strategies Soparfi", prenamed, holds against the Company.

The existence and the valuation of the Claim results from a certificate issued by the Company's managers on October 27th, 2014 which, after having been signed "ne varietur" by the proxy-holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed after signature for the purpose of registration.

It results that nothing opposes to the conversion arising from the Claim of an amount of three million seven hundred and twenty-seven thousand six hundred and twenty-four US dollars (USD 3,727,624.-) into capital of the Company.

Third resolution

As a consequence of the preceding resolution, article 6, paragraph 1, of the articles of incorporation of the Company is amended and shall henceforth read as follows:

" Art. 6. Paragraph 1. The Company's capital is set at twelve million and seven hundred and forty nine thousand eight hundred and thirty five US dollars (USD 12,749,835.-) represented by twelve million and seven hundred and forty nine thousand eight hundred and thirty five (12,749,835) shares of a nominal value of one US dollar (USD 1.-) each, all fully subscribed and entirely paid-up."

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately evaluated at two thousand nine hundred Euro (EUR 2,900.-).

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the said proxy-holder has signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-huit octobre.

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

«Silverstreet Private Equity Strategies Soparfi», une société à responsabilité limitée soumise aux lois luxembourgeoises, établie et ayant son siège social au 6, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 167.402,

ici représentée par Madame Mary NEVILLE, employée, demeurant professionnellement à Munsbach, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 27 octobre 2014.

Laquelle procuration, après signature "ne varietur" par la mandataire et le notaire instrumentant, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- La partie comparante est l'associé unique de la société à responsabilité limitée existant sous la dénomination de «Silverlands Luxembourg (T1) S.à r.l.» (la "Société"), avec siège social au 6, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 176.358, constituée à la suite d'un acte reçu par Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, le 25 mars 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1279 du 30 mai 2013,

et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire instrumentant, le 7 août 2014, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations;

- Le capital social de la Société est actuellement fixé à neuf millions vingt-deux mille deux cent onze dollars US (9.022.211,- USD), représenté par neuf millions vingt-deux mille deux cent onze (9.022.211) parts sociales d'une valeur nominale d'un dollar US (1,- USD) chacune, toutes intégralement souscrites et entièrement libérées;

- L'ordre du jour est conçu comme suit:

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de trois millions sept cent vingt-sept mille six cent vingt-quatre dollars US (3.727.624,- USD) afin de le porter de son montant actuel de neuf millions vingt-deux mille deux cent onze dollars US (9.022.211,- USD) à douze millions sept cent quarante-neuf mille huit cent trente-cinq dollars US (12.749.835,- USD), par la création et l'émission de trois millions sept cent vingt-sept mille six cent vingt-quatre (3.727.624) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale d'un dollar US (1,- USD) chacune.

2. Souscription et paiement des trois millions sept cent vingt-sept mille six cent vingt-quatre (3.727.624) parts sociales nouvellement émises par Silverstreet Private Equity Strategies Soparfi, par l'apport en nature consistant en la conversion d'une créance certaine, liquide et exigible.

3. Modification de l'article 6, alinéa 1, des statuts de la Société en conséquence de l'augmentation du capital social de la Société.

4. Divers.

L'associé unique a ensuite pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de trois millions sept cent vingt-sept mille six cent vingt-quatre dollars US (3.727.624,-USD) - USD pour porter le capital social de son montant actuel de neuf millions vingt-deux mille deux cent onze dollars US (9.022.211,- USD), représenté par neuf millions vingt-deux mille deux cent onze (9.022.211) parts sociales d'une valeur nominale d'un dollar US (1,- USD) chacune, à un montant de douze millions sept cent quarante-neuf mille huit cent trente-cinq dollars US (12.749.835,- USD), et d'émettre à cet égard trois millions sept cent vingt-sept mille six cent vingt-quatre (3.727.624) nouvelles parts sociales (les "Nouvelles Parts") d'une valeur nominale d'un dollar US (1,- USD) chacune.

Deuxième résolution

Les trois millions sept cent vingt-sept mille six cent vingt-quatre (3.727.624) Nouvelles Parts sont entièrement souscrites par l'associée unique «Silverstreet Private Equity Strategies Soparfi», prénommée.

Les Nouvelles Parts ont été émises en contrepartie de leur valeur nominale de trois millions sept cent vingt-sept mille six cent vingt-quatre dollars US (3.727.624,- USD) par l'apport en nature consistant en la conversion d'une créance certaine, liquide et exigible (la "Créance") que «Silverstreet Private Equity Strategies Soparfi», prénommée, a envers la Société.

L'existence et la valeur de cette Créance résulte d'un certificat émis par les gérants de la Société en date du 27 octobre 2014, qui, après avoir été signé "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte en vue de leur enregistrement.

Il en résulte que rien ne s'oppose à la conversion découlant de la Créance d'un montant de trois millions sept cent vingt-sept mille six cent vingt-quatre dollars US (3.727.624,- USD) en capital social de la Société.

Troisième résolution

En conséquence de la résolution qui précède l'article 6, alinéa 1, des statuts de la Société est modifié et aura désormais la teneur suivante:

“ **Art. 6. Alinéa 1.** Le capital social est fixé à douze millions sept cent quarante-neuf mille huit cent trente-cinq dollars US (12.749.835,- USD), représenté par douze millions sept cent quarante-neuf mille huit cent trente-cinq (12.749.835) parts sociales d'une valeur nominale d'un dollar US (1,- USD) chacune, toutes intégralement souscrites et entièrement libérées.”

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à deux mille neuf cents euros (2.900,- EUR).

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Après lecture du présent acte à la mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, ladite mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: M. NEVILLE, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 30 octobre 2014. LAC/2014/50641. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 10 novembre 2014.

Référence de publication: 2014174905/159.

(140200328) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Firewall Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 191.674.

— STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the sixth day of the month of November.

Before us, Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg

THERE APPEARED:

1. Firewall Investments S.A., a public limited liability company (société anonyme) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, incorporated and governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at Boulevard de la Foire 1, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of thirty one thousand euro (EUR 31,000.-), and in the process of registration with the Luxembourg Company and Trade Register

here represented by Mrs Julia SZAFRANSKA, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Luxembourg on 6 November 2014, and

2. Firewall Management MIP, S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at Boulevard de la Foire 1, L-1528 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), in the process of registration with the Luxembourg Company and Trade Register

here represented by Mrs Julia SZAFRANSKA, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Luxembourg, on 6 November 2014.

The said proxies, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties have requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which they wish to incorporate with the following articles of association:

A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name - Legal Form. There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name Firewall Holding, S.à r.l. (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares**Art. 5. Share Capital.**

5.1 The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), represented by twelve thousand five hundred (12,500) (the "Shares") shares themselves subdivided into:

(a) one thousand two hundred fifty (1,250) series 1 redeemable shares having a par value of one euro (EUR 1.-) each (the "Tranche 1 Shares");

(b) one thousand two hundred fifty (1,250) series 2 redeemable shares having a par value of one euro (EUR 1.-) each (the "Tranche 2 Shares");

(c) one thousand two hundred fifty (1,250) series 3 redeemable shares having a par value of one euro (EUR 1.-) each (the "Tranche 3 Shares");

(d) one thousand two hundred fifty (1,250) series 4 redeemable shares having a par value of one euro (EUR 1.-) each (the "Tranche 4 Shares");

(e) one thousand two hundred fifty (1,250) series 5 redeemable shares having a par value of one euro (EUR 1.-) each (the "Tranche 5 Shares");

(f) one thousand two hundred fifty (1,250) series 6 redeemable shares having a par value of one euro (EUR 1.-) each (the "Tranche 6 Shares");

(g) one thousand two hundred fifty (1,250) series 7 redeemable shares having a par value of one euro (EUR 1.-) each (the "Tranche 7 Shares");

(h) one thousand two hundred fifty (1,250) series 8 redeemable shares having a par value of one euro (EUR 1.-) each (the "Tranche 8 Shares");

(i) one thousand two hundred fifty (1,250) series 9 redeemable shares having a par value of one euro (EUR 1.-) each (the "Tranche 9 Shares"); and

(j) one thousand two hundred fifty (1,250) series 10 redeemable shares having a par value of one euro (EUR 1.-) each (the "Tranche 10 Shares" and together with Tranche 1 Shares, Tranche 2 Shares, Tranche 3 Shares, Tranche 4 Shares, Tranche 5 Shares, Tranche 6 Shares, Tranche 7 Shares, Tranche 8 Shares and Tranche 9 Shares, the "Tranches" and individually the "Tranche")

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 Any new shares to be paid for in cash shall be offered by preference to the existing shareholder(s) within the same Tranche. In case of plurality of shareholders, such shares shall be offered to the shareholders in proportion to the number of shares held in each Tranche held by them in the Company's share capital. The board of managers shall determine the period of time during which such preferential subscription right may be exercised and which may not be less than thirty (30) days from the date of dispatch of a registered letter sent to the shareholder(s) announcing the opening of the subscription period. The general meeting of shareholders may limit or suppress the preferential subscription right of the existing shareholder(s) in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

6.5 No Shares in a particular Tranche may be converted into Shares in a different Tranche.

6.6 The Shares are redeemable shares in the sense of article 49-8 of the Law. Any redemption is subject to the following conditions:

- only fully paid up shares may be redeemed;
- the conditions set out in articles 6.7 to 6.15 of these articles of association are respected;
- the redemption can only be made by using sums available for distribution in accordance with Article 72-1 of the Law or the proceeds of a new issue made for the purpose of such redemption;
- an amount equal to the nominal value, or, in the absence thereof, the par value, of all the Shares redeemed must be included in a reserve which cannot be distributed to the shareholders except in the event of a capital reduction of the share capital; such reserve may only be used to increase the issued share capital by capitalisation of reserves (such reserve is not required in case of a redemption using the proceeds of a new issue made with a view to carry out such redemption); and

- the redemption is published in accordance with the Law

6.7 The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of a Tranche, in whole but not in part, consisting of the repurchase and cancellation of all Shares in issue in such Tranche as may be determined from time to time by the board of managers.

6.8 The relevant Tranche shall be repurchased and cancelled for an aggregate price equal to the fair market value of such Tranche (the "Total Cancellation Amount") as defined in 7.9 below.

6.9 In the event of a reduction of share capital through the repurchase and the cancellation of a Tranche (in the order provided for in article 7.14.), such Tranche gives right to the holders thereof pro rata to their holding in such Tranche to the Available Amount (as defined below) and the holders of Shares of the repurchased and cancelled Tranche shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share (as defined below) for each Share of the relevant Tranche held by them and cancelled.

6.10 The Cancellation Value Per Share shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount (as defined below) by the number of Shares in issue in the Tranche of Shares to be repurchased and cancelled.

6.11 The Total Cancellation Amount shall be an amount determined by the board of managers on the basis of the relevant interim accounts of the Company as of a date not earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant Tranche. The Total Cancellation Amount for each Tranche shall be the Available Amount (increased by the nominal value per share to be cancelled) of the relevant Tranche at the time of the cancellation of the relevant Tranche unless otherwise resolved by the board of managers provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount (increased by the nominal value per share to be cancelled). The board of managers can choose to include or exclude in its determination of the Total Cancellation Amount, the freely distributable share or assimilated premium either in part or in totality.

6.12 The Available Amount shall be (i) the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) increased by (i) any freely distributable reserves and (ii) as the case may be by the amount of the share premium or assimilated premium and legal reserve reduction relating to the relevant Tranche to be cancelled, but reduced by (i) any losses (including carried forward losses), (ii) any sums to be placed into undistributable reserve(s) pursuant to the requirements of law or of these articles of association, each time as set out in the relevant interim accounts and (iii) any accrued and unpaid dividends to the extent those have not already reduced the NP (without for the avoidance of doubt, any double counting) (ii) to the extent that the holders of Shares of the relevant Tranche would have been entitled to dividend distributions according to article 28 of these articles of association, so that: $AA = (NP + P + CR) - (L + LR + LD)$. Whereby: AA= Available Amount; NP= net profits (including carried forward profits); P= any freely distributable reserves; CR = the amount of the share premium reduction and legal reserve reduction relating to the Tranche to be cancelled; L= losses (including carried forward losses); LR = any sums to be placed into undistributable reserve(s) pursuant to the requirements of law or of these articles of association; LD = any accrued and unpaid dividends to the extent those have not already reduced the NP.

6.13 Upon the repurchase and cancellation of the Shares of the relevant Tranche, the Cancellation Value Per Share will become due and payable by the Company.

6.14 The Shares shall be repurchased in the reverse alphanumerical order of the Tranche, starting with the Tranche 10 Shares.

6.15 Subsequent Shares of a specific Tranche shall only become available for repurchase once all the Shares of the preceding Tranche have been repurchased in full. Each share of a Tranche becoming available for repurchase according to the rule specified in this article 7 shall be referred to as the "Relevant Shares".

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable among shareholders.

7.4 Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders at a majority of three quarters of the share capital.

7.5 Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

7.6 In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the surviving shareholders representing three quarters of the rights owned by the surviving shareholders. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse or any other legal heir of the deceased shareholder.

C. Decisions of the shareholders

Art. 8. Collective decisions of the shareholders.

8.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

8.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

8.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

8.4 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the “general meeting of shareholders” shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 9. General meetings of shareholders. In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, at least one general meeting of shareholders shall be held within six (6) months of the end of each financial year in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice of such meeting. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting. If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 10. Quorum and vote.

10.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

10.2 Save for a higher majority provided in these articles of association or by law, collective decisions of the Company’s shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital. If this majority is not reached in a first meeting or proposed written resolution, the shareholders may be convened a second time with the same agenda or receive such proposed written resolution a second time by registered letter, decisions are validly adopted in so far as they are adopted by a majority of the votes validly cast whichever is the fraction of the share capital represented.

Art. 11. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 12. Amendments of the articles of association. Any amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

D. Management

Art. 13. Powers of the sole manager - Composition and powers of the board of managers.

13.1 The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers.

13.2 If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term “sole manager” is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the “board of managers” used in these articles of association is to be construed as a reference to the “sole manager”.

13.3 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company’s corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

13.4 The Company grants a power of attorney to EPIC I GP S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered

address at Boulevard de la Foire 1, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with Luxembourg Company and Trade Register under number B186222 (the “Proxyholder”), acting individually and with full power of substitution, to act on behalf of and represent the Company, itself acting individually or by a power of attorney as the case may be, at any shareholders or interest holders’ meeting or resolution in writing of any company, corporation, partnership or any other entity and/or any subsidiary thereof in which the Company holds directly or indirectly shares, interests or any other participation in respect of (and only in this respect) (i) the appointment or dismissal of directors, managers or other members of any managing, governing and/or supervisory body for which the Company is entitled to vote (ii) the amendment of the articles, partnership agreement or bylaws, as the case may be, with respect to the appointment or dismissal of directors, managers or other members of any managing, governing and/or supervisory body for which the Company is entitled to vote.

Art. 14. Appointment, removal and term of office of managers.

14.1 The manager(s) shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office and according to article 13.4.

14.2 The managers shall be appointed and may be removed from office at any time, with or without cause, by a decision of the shareholders representing more than half of the Company’s share capital.

Art. 15. Vacancy in the office of a manager.

15.1 In the event of a vacancy in the office of a manager because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced manager by the remaining managers until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment, in compliance with the applicable legal provisions and article 13.4.

15.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company’s sole manager, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

Art. 16. Convening meetings of the board of managers.

16.1 The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

16.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

16.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

Art. 17. Conduct of meetings of the board of managers.

17.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

17.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

17.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

17.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. Participation in a meeting by these means is equivalent to participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

17.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers.

17.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall not have a casting vote.

17.7 The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

17.8 The majority of the meetings of the board of managers shall be held in the Grand Duchy of Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place in Luxembourg as may be specified in the convening notice of such meeting.

Art. 18. Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager.

18.1 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or by any two (2) managers. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any two (2) managers.

18.2 Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

Art. 19. Dealing with third parties. The Company shall be bound towards third parties in all circumstances by (i) the joint signature of any two (2) managers, or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers within the limits of such delegation.

E. Audit and supervision

Art. 20. Auditor(s).

20.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

20.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

20.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

20.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

20.5 An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 21. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 22. Annual accounts and allocation of profits.

22.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

22.2 Of the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

22.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees to such allocation.

22.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

22.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

22.6 Distributions shall be made to the shareholders in proportion to the number of shares they hold in the Company, split as follows:

- i. Tranche 10 Shares entitle their holders, pro rata, to the payment of a dividend representing zero point zero five per cent (0.05%) per year of the nominal value of the Tranche 10 Shares issued by the Company;
- ii. Tranche 9 Shares entitle their holders, pro rata, to the payment of a dividend representing zero point ten per cent (0.10%) per year of the nominal value of the Tranche 9 Shares issued by the Company;
- iii. Tranche 8 Shares entitle their holders, pro rata, to the payment of a dividend representing zero point fifteen per cent (0.15%) per year of the nominal value of the Tranche 8 Shares issued by the Company;
- iv. Tranche 7 Shares entitle their holders, pro rata, to the payment of a dividend zero point twenty per cent (0.20%) per year of the nominal value of the Tranche 7 Shares issued by the Company;
- v. Tranche 6 Shares entitle their holders, pro rata, to the payment of a dividend representing zero point twenty-five per cent (0.25%) per year of the nominal value of the Tranche 6 Shares issued by the Company;
- vi. Tranche 5 Shares entitle their holders, pro rata, to the payment of a dividend representing zero point thirty per cent (0.30%) per year of the nominal value of the Tranche 5 Shares issued by the Company;

vii. Tranche 4 Shares entitle their holders, pro rata, to the payment of a dividend representing zero point thirty-five per cent (0.35%) per year of the nominal value of the Tranche 4 Shares issued by the Company;

viii. Tranche 3 Shares entitle their holders, pro rata, to the payment of a dividend representing zero point forty per cent (0.40%) per year of the nominal value of the Tranche 3 Shares issued by the Company;

ix. Tranche 2 Shares entitle their holders, pro rata, to the payment of a dividend representing zero point forty-five per cent (0.45%) per year of the nominal value of the Tranche 2 Shares issued by the Company;

x. Tranche 1 Shares entitle their holders, pro rata, to the payment of a dividend representing zero point fifty per cent (0.50%) per year of the nominal value of the Class 1 Shares issued by the Company;

each as long as they are in existence, and

the remainder (less any amounts paid to the holders of Founder Shares) shall be distributed to the Relevant Shares.

Art. 23. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

23.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

23.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 24. Liquidation.

24.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

24.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the number of shares of the Company held by them.

H. Final clause - Governing law

Art. 25. Governing law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

Transitional provisions

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on 31 December 2015.

2. Interim dividends may be distributed during the Company's first financial year.

Subscription and payment

The 12,500 shares issued have been subscribed as follows:

(a) Firewall Investments S.A., aforementioned, subscribed for eleven thousands shares (11,000) for the price of eleven thousand euro (EUR 11,000) subdivided as follows:

(a) one thousand one hundred (1,100) Tranche 1 Shares for the price of one thousand one hundred euro (EUR 1,100);

(b) one thousand one hundred (1,100) Tranche 2 Shares for the price of one thousand one hundred euro (EUR 1,100);

(c) one thousand one hundred (1,100) Tranche 3 Shares for the price of one thousand one hundred euro (EUR 1,100);

(d) one thousand one hundred (1,100) Tranche 4 Shares for the price of one thousand one hundred euro (EUR 1,100);

(e) one thousand one hundred (1,100) Tranche 5 Shares for the price of one thousand one hundred euro (EUR 1,100);

(f) one thousand one hundred (1,100) Tranche 6 Shares for the price of one thousand one hundred euro (EUR 1,100);

(g) one thousand one hundred (1,100) Tranche 7 Shares for the price of one thousand one hundred euro (EUR 1,100);

(h) one thousand one hundred (1,100) Tranche 8 Shares for the price of one thousand one hundred euro (EUR 1,100);

(i) one thousand one hundred (1,100) Tranche 9 Shares for the price of one thousand one hundred euro (EUR 1,100);

and

(j) one thousand one hundred (1,100) Tranche 10 Shares for the price of one thousand one hundred euro (EUR 1,100).

(b) Firewall Management MIP, S.à r.l., aforementioned, subscribed for one thousand five hundred (1,500) shares for the price of one thousand five hundred euro (EUR 1,500) subdivided as follows:

(a) one hundred fifty (150) Tranche 1 Shares for the price of one hundred fifty euro (EUR 150);

- (b) one hundred fifty (150) Tranche 2 Shares for the price of one hundred fifty euro (EUR 150);
- (c) one hundred fifty (150) Tranche 3 Shares for the price of one hundred fifty euro (EUR 150);
- (d) one hundred fifty (150) Tranche 4 Shares for the price of one hundred fifty euro (EUR 150);
- (e) one hundred fifty (150) Tranche 5 Shares for the price of one hundred fifty euro (EUR 150);
- (f) one hundred fifty (150) Tranche 6 Shares for the price of one hundred fifty euro (EUR 150);
- (g) one hundred fifty (150) Tranche 7 Shares for the price of one hundred fifty euro (EUR 150);
- (h) one hundred fifty (150) Tranche 8 Shares for the price of one hundred fifty euro (EUR 150);
- (i) one hundred fifty (150) Tranche 9 Shares for the price of one hundred fifty euro (EUR 150); and
- (j) one hundred fifty (150) Tranche 10 Shares for the price of one hundred fifty euro (EUR 150).

The shares so subscribed have been fully paid up by a contribution in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The total contribution in the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is entirely allocated to the share capital.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand one hundred euro (EUR 1,100.-).

Resolutions of the shareholders

The incorporating shareholders, representing the entire share capital of the Company and having waived any convening requirements, have passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company is set at Boulevard de la Foire, 1, L-1528 Luxembourg.
2. The following persons are appointed by EPIC I GP, S.à r.l. as proxy of the incorporating shareholders as managers of the Company for an unlimited term:
 - (i) Mr Michael Phillips, born in St. Louis, USA on 1 February 1962, professionally residing at Possart Strasse 13, 81679 Munich, Germany;
 - (ii) Mr Geoffrey Henry, born on 5 May 1972, in Chênée, Belgium, professionally residing at Boulevard de la Foire 1, L-1528 Luxembourg;
 - (iii) Ms Catherine Koch, born in Sarreguemines, France on 12 February 1965, having her professional address at 19, rue de Bitbourg, 1273 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, this deed is worded in English followed by a German translation; at the request of the same appearing parties and in case of divergence between the English and the German text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:

Im Jahr eintausendvierzehn, am sechsten Tag des Monats November.

Vor uns, Edouard DELOSCH, Notar mit Amtssitz in Diekirch, Großherzogtum Luxemburg,

SIND ERSCHIENEN:

1. Firewall Investments S.A., eine Aktiengesellschaft (société anonyme) errichtet mit Sitz in Boulevard de la Foire 1, L-1528 Luxembourg, im Großherzogtum Luxemburg, mit einem Grundkapital von einundreißigtausend Euro (EUR 31 000) und im Prozess der Eintragung beim Aktienregister und

hier vertreten durch Frau Julia SZAFRANSKA, Juristin, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 6. November 2014, ausgestellt in Luxemburg; und

2. Firewall Management MIP, S.à r.l., eine GmbH (société à responsabilité limitée) mit Sitz im Boulevard de la Foire 1, L-1528 Großherzogtum Luxemburg mit einem Stammkapital von zwölftausend Euro (EUR 12 500.-) sich im Prozess der Eintragung im Handelsregister befindend und

hier vertreten durch Frau Julia SZAFRANSKA, Juristin, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 6. November 2014, ausgestellt in Luxemburg.

Besagte Vollmachten, welche von den erschienenen Parteien und dem unterzeichnenden Notar ne varietur paraphiert wurden, werden der vorliegenden Urkunde beigelegt um mit ihr zusammen hinterlegt zu werden.

Die erschienenen Parteien haben den amtierenden Notar ersucht, die Gründung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) zu beurkunden, welche sie mit der folgenden Satzung gründen wollen:

A. Name - Zweck - Dauer - Sitz

Art. 1. Name - Rechtsform. Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen Firewall Holding, S.à r.l. (die "Gesellschaft"), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) und dieser Satzung unterliegt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft.

2.1 Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften, sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form und die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen.

2.2 Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Kredite gewähren oder diese auf jede andere Weise unterstützen.

2.3 Die Gesellschaft kann, außer im Wege eines öffentlichen Angebotes, in jeder Form Gelder aufbringen, insbesondere durch Aufnahme von Darlehen in jeglicher Form oder mittels Ausgabe aller Arten von Anleihen, Wertpapieren oder Schuldtiteln, Schuldverschreibungen und Obligationen und generell jeglicher Form von Schuldscheinen bzw. Wertpapieren.

2.4 Die Gesellschaft kann auch als Gesellschafter/Aktionär für die Schulden und Verpflichtungen jeglicher luxemburgischen und ausländischen Gesellschaft mit unbeschränkter oder beschränkter Haftung handeln.

2.5 Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher, industrieller und finanzieller Natur, sowie solche, welche geistiges Eigentum oder Grundeigentum betreffen vornehmen, die ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erscheinen.

Art. 3. Dauer.

3.1 Die Gesellschaft wird für unbegrenzte Dauer gegründet.

3.2 Sie kann jederzeit und ohne Begründung durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung aufgelöst werden welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird.

Art. 4. Sitz.

4.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in der Stadt Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Geschäftsführungsrates verlegt werden. Durch Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, kann er in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

4.3 Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch Beschluss des Geschäftsführungsrates im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

4.4 Sollte der Geschäftsführungsrat entscheiden, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz bis zur endgültigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz vorübergehender Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12 500), bestehend aus zwölftausendfünfhundert (12 500) Anteilen mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil unterteilt wie folgt:

(a) eintausendzweihundertfünfzig (1 250) rücknehmbaren Anteilen mit einem Nennwert von jeweils einem Euro (EUR 1,-) (die „Tranche 1 Anteile“);

(b) eintausendzweihundertfünfzig (1 250) rücknehmbaren Anteilen mit einem Nennwert von jeweils einem Euro (EUR 1,-) (die „Tranche 2 Anteile“);

(c) eintausendzweihundertfünfzig (1 250) rücknehmbaren Anteilen mit einem Nennwert von jeweils einem Euro (EUR 1,-) (die „Tranche 3 Anteile“);

(d) eintausendzweihundertfünfzig (1 250) rücknehmbaren Anteilen mit einem Nennwert von jeweils einem Euro (EUR 1,-) (die „Tranche 4 Anteile“);

(e) eintausendzweihundertfünfzig (1 250) rücknehmbaren Anteilen mit einem Nennwert von jeweils einem Euro (EUR 1,-) (die „Tranche 5 Anteile“);

(f) eintausendzweihundertfünfzig (1 250) rücknehmbaren Anteilen mit einem Nennwert von jeweils einem Euro (EUR 1,-) (die „Tranche 6 Anteile“);

(g) eintausendzweihundertfünfzig (1 250) rücknehmbaren Anteilen mit einem Nennwert von jeweils einem Euro (EUR 1,-) (die „Tranche 7 Anteile“);

(h) eintausendzweihundertfünfzig (1 250) rücknehmbaren Anteilen mit einem Nennwert von jeweils einem Euro (EUR 1,-) (die „Tranche 8 Anteile“);

(i) eintausendzweihundertfünfzig (1 250) rücknehmbaren Anteilen mit einem Nennwert von jeweils einem Euro (EUR 1,-) (die „Tranche 9 Anteile“) und

(j) eintausendzweihundertfünfzig (1 250) rücknehmbaren Anteilen mit einem Nennwert von jeweils einem Euro (EUR 1,-) (die „Tranche 10 Anteile“ und zusammen mit den Tranche 1 Anteilen, Tranche 2 Anteilen, Tranche 3 Anteilen, Tranche 4 Anteilen, Tranche 5 Anteilen, Tranche 6 Anteilen, Tranche 7 Anteilen, Tranche 8 Anteilen und Tranche 9 Anteilen genannt „die Tranchen und in der Einzahl „die Tranche“).

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Alle neuen Aktien, die durch Bareinlagen einzuzahlen sind, werden bevorzugt den bestehenden Gesellschaftern innerhalb der jeweiligen Tranche angeboten. Im Falle einer Mehrheit von Gesellschaftern werden diese Aktien den Gesellschaftern im Verhältnis zur Anzahl der von ihnen in der jeweiligen Tranche gehaltenen Anteile vom Gesellschaftskapital angeboten. Die Geschäftsführung bestimmt den Zeitraum in dem dieses Vorzugsrecht ausgeübt werden kann und welcher nicht weniger als dreißig (30) Tage vom Datum der Absendung eines an die Gesellschafter gesendeten Einschreibens, welches die Eröffnung der Zeichnungsfrist ankündigt, beträgt. Die Gesellschafterversammlung kann das Vorzugsrecht der bestehenden Gesellschafter durch einen Beschluss, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, begrenzen oder aufheben.

Art. 6. Anteile.

6.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft ist in Anteile mit dem gleichen Nominalwert aufgeteilt.

6.2 Die Anteile der Gesellschaft sind Namensanteile.

6.3 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, wobei deren Anzahl vierzig (40) nicht überschreiten darf.

6.4 Die Gesellschaft wird weder durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, den Konkurs, die Insolvenz oder ein vergleichbares, einen Gesellschafter betreffendes Ereignis, aufgelöst.

6.5 Kein Anteil einer bestimmten Tranche kann in einen Anteil in einer anderen Tranche umgewandelt werden.

6.6 Die Anteile sind rückerwerbbar im Sinne des Artikel 49-8 Gesetzes. Jede Rücknahme unterliegt den folgenden Bedingungen:

- nur vollständig bezahlte Anteile sollen zurückgenommen werden;
- die Bedingungen in Artikel 6.7 bis 6.15 dieser Satzung sind zu beachten;
- die Rücknahme kann nur durch Ausschüttungen getätigt werden, welche im Einklang mit Artikel 72-1 des Gesetzes von 1915 ausgeschüttet worden sind oder durch Kapital, welches genau für diesen Zweck zur Verfügung gestellt worden ist;
- es soll ein Betrag entsprechend dem Nominalwert oder im Falle eines Fehlens dem Nennwert aller zurückgenommenen Anteile in eine Reserve eingestellt werden, welche nicht an die Anteilseigner ausgeschüttet werden kann, außer im Falle einer Kapitalherabsetzung des Gesellschaftsvermögens. Diese Reserve soll dazu verwendet werden das Gesellschaftsvermögen durch Kapitalisierung der Reserven zu erhöhen (diese Reserve ist für den Fall einer Rücknahme nicht notwendig sofern für die Rücknahme die Erträge aus einer neuen Angelegenheit stammen, welche zum Zwecke der Rücknahme bereitgestellt worden sind);

- die Rücknahme wird im Einklang mit dem Gesetz von 1915 veröffentlicht.

6.7 Das Stammkapital der Gesellschaft kann nur durch vollständige Löschung einer gesamten Tranche herabgesetzt werden, was durch Rückkauf und Löschung aller Anteile dieser Tranche geschieht.

Darüber beschließt von Zeit zu Zeit die Geschäftsführung.

6.8 Die betreffende Tranche soll zurückerworben und gelöscht werden durch einen angemessenen Preis, welcher dem Wert einer solchen Tranche auf dem freien Markt entspricht, wie untenstehend in Ziffer 7.9 definiert („Totaler Löschungsbetrag“).

6.9 Im Falle einer Kapitalherabsetzung durch den Rückkauf und Löschung einer Tranche, gibt diese Tranche den Inhabern dieser Tranche das Recht pro rata am Verfügbaren Betrag (wie weiter unten definiert) dieser Tranche. Die Inhaber von Anteilen der rückerworbenen und gelöschten Tranche erhalten von der Gesellschaft für jeden Anteil einen Betrag entsprechend dem Löschungsbetrag pro Anteil (wie weiter unten definiert), welche von ihnen gehalten und gelöscht worden sind.

6.10 Der Löschungsbetrag pro Anteil wird durch Teilung des Totalen Löschungsbetrages durch die Anzahl der in Rede stehenden Anteile der rückgekauften und gelöschten Tranche von Anteilen ermittelt.

6.11 Der Totale Löschungsbetrag wird von der Geschäftsführung beschlossen und wird anhand des Kontostands des jeweiligen Zwischenkontos ermittelt, welches nicht älter als acht (8) Tage vor dem Tag des Rückkaufs und der Löschung der jeweiligen Tranche sein darf. Der Totale Löschungsbetrag für jede Tranche ist der Verfügbare Betrag erhöht durch

den Nominalwert der gelöschten Anteile) der jeweiligen Tranche im Zeitpunkt der Löschung der jeweiligen Tranche, sofern nicht durch den Geschäftsführung anders gelöst. In jedem Falle darf der Totale Löschungsbetrag niemals höher als der Verfügbare Betrag (erhöht durch den Nominalwert der gelöschten Anteile) sein. Der Verwaltungsrat kann wählen, ob er in seinem Beschluss über den Totalen Löschungsbetrag, die frei Verfügbaren Anteile oder Ausgleichbeträge herausnimmt oder einfügt.

6.12 Der Verfügbare Betrag entspricht (i) dem gesamten Betrag des Nettogewinns der Gesellschaft (den Gewinnvortrag umfassend) erhöht durch (i) jede frei auszuschüttende Reserve und (ii) falls dies der Fall ist dem Wert des Agio oder des Agio vergleichbaren Betrages und der Ermäßigung der gesetzlichen Rücklage in Bezug auf die jeweils zu löschende Tranche, aber um den Betrag gekürzt durch (ii) den Verlust (den Verlustvortrag umfassend), (iii) jeden einzusetzenden Betrag für die nicht ausschüttbaren Reserven im Sinne des Gesetzes von 1915 oder dieser Satzung, welcher in dem relevanten Zwischenkonto enthalten ist und (iii) jede angefallene und unbezahlte Dividende bis zum Betrag welcher noch nicht den NP reduziert hat (um Zweifel zu umgehend ohne doppelte Buchung) (ii) bis zu dem Punkt, dass die Aktionäre der jeweiligen Tranche anspruchsberechtigt auf Ausschüttung der Dividende nach Artikel 28 dieser Satzung sind. Daraus ergibt sich: $AA = (NP + P + CR) - (L + LR + LD)$. Dabei gilt: AA=Verfügbare Betrag; NP= Nettogewinn (den Gewinnvortrag umfassend); P= jede frei auszuschüttende Reserve; CR= der Betrag des Agiorückgangs und des gesetzlichen Rücklagenrückgangs bezogen auf die zu löschende Tranche; L= Verluste (den Verlustvortrag umfassend); LR= jeder einzusetzende Betrag für die nicht ausschüttbaren Reserven entsprechend dem Gesetz von 1915 oder dieser Satzung; LD= jede angefallene und unbezahlte Dividende bis zum Betrag welcher noch nicht den NP reduziert hat.

6.13 Der Löschungsbetrag pro Anteil wird fällig und zahlbar für die Gesellschaft im Zeitpunkt des Rückkaufs und der Löschung des Anteils der jeweiligen Tranche.

6.14 Die Anteile sollen in umgekehrter alphanumerischer Reihenfolge der Tranche beginnend bei Tranche 10 rückerworben werden.

6.15 Untergeordnete Anteile einer bestimmten Tranche sind nur dann dem Rückkauf zugänglich, wenn alle Anteile der übergeordneten Tranche vollständig zurückgekauft worden sind. Jede nach diesem Artikel 7 rückkaufbarer Anteil trägt die Bezeichnung „Relevante Anteile“.

Art. 7. Anteilsregister und Übertragung von Anteilen.

7.1 Am Sitz der Gesellschaft wird ein Anteilsregister geführt, welches von jedem Gesellschafter eingesehen werden kann. Dieses Anteilsregister enthält alle vom Gesetz von 1915 vorgeschriebenen Informationen. Auf Ersuchen und auf Kosten des betreffenden Gesellschafter kann die Gesellschaft Zertifikate über die Eintragung ausgeben.

7.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Anteil an. Sofern ein Anteil von mehreren Personen gehalten wird, müssen diese eine einzelne Person benennen, welche sie im Verhältnis zur Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte im Zusammenhang mit einem derartigen Anteil auszusetzen, bis eine Person als Vertreter der Inhaber gegenüber der Gesellschaft bezeichnet worden ist.

7.3 Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern frei übertragbar.

7.4 Inter vivos dürfen die Anteile neuen Gesellschaftern nur vorbehaltlich der Zustimmung von Gesellschaftern mit einer Mehrheit von drei Vierteln des Gesellschaftskapitals übertragen werden.

7.5 Jede Übertragung von Anteilen wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten gemäß Artikel 1690 des Code Civil wirksam, nachdem die Gesellschaft von der Übertragung in Kenntnis gesetzt wurde oder der Übertragung zugestimmt hat.

7.6 Im Todesfall dürfen die Anteile des verstorbenen Gesellschafter an neue Gesellschafter nur mit Zustimmung der überlebenden Gesellschaftern mit einer Mehrheit von drei Vierteln der von Ihnen gehaltenen Rechte übertragen werden. Eine derartige Zustimmung ist nicht erforderlich, wenn die Anteile Eltern, Nachkommen oder dem/der überlebenden Ehepartner/in übertragen werden oder jedem anderen gesetzlichen Erben des verstorbenen Gesellschafter.

C. Entscheidungen der Gesellschafter

Art. 8. Gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter.

8.1 Die Gesellschafterversammlung der Gesellschafter ist mit allen Rechten ausgestattet, welche ihr durch Gesetz und diese Satzung übertragen wurden.

8.2 Jeder Gesellschafter darf unabhängig von der Zahl seiner Anteile an gemeinsamen Entscheidungen teilnehmen.

8.3 Falls und solange die Gesellschaft nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, dürfen gemeinsame Entscheidungen, welche ansonsten der Gesellschafterversammlung der Gesellschafter vorbehalten wären, schriftlich gefasst werden. In diesem Fall erhält jeder Gesellschafter den Text der ausformulierten vorgeschlagenen Beschlüsse und übt sein Stimmrecht schriftlich aus.

8.4 Im Falle eines Alleingesellschafter übt dieser die Befugnisse der Gesellschafterversammlung nach den Vorschriften von Abschnitt XII des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung aus. In diesem Fall ist jeder Bezug auf die „Gesellschafterversammlung“ in der vorliegenden Satzung als Bezug auf den Alleingesellschafter, je nach Zusammenhang und soweit anwendbar, zu verstehen und die Befugnisse der Gesellschafterversammlung werden vom Alleingesellschafter ausgeübt.

Art. 9. Gesellschafterversammlung der Gesellschafter. Falls die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, muss jährlich innerhalb von sechs (6) Monaten vor dem Ende des Geschäftsjahres mindestens eine Gesellschafterversammlung der Gesellschafter in Luxemburg am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen Ort abgehalten werden, wie in der Einberufung zu dieser Versammlung genauer bestimmt. Andere] Gesellschafterversammlungen finden an dem Ort und zu der Zeit statt, welcher in der entsprechenden Einberufung genauer bestimmt werden. Falls alle Gesellschafter in einer Versammlung anwesend oder vertreten sind und auf sämtliche Einberufungsformalitäten verzichtet haben, kann die Gesellschafterversammlung auch ohne vorherige Ankündigung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

Art. 10. Quorum und Abstimmung.

10.1 Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Anteile hält.

10.2 Vorbehaltlich anderer gesetzlicher Regelungen oder dieser Satzung, die ein höheres Mehrheitsverhältnis vorsehen, bedürfen gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter der Zustimmung von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals innehaben. Falls diese Mehrheit in einer ersten Gesellschafterversammlung oder einer ersten schriftlichen Konsultation der Gesellschafter nicht erreicht wird, können die Anteilseigner ein weiteres Mal mit derselben Tagesordnung einberufen werden oder per Einschreiben dieselben schriftlichen Beschlussvorschläge erhalten und Entscheidungen werden wirksam mit der Mehrheit der wirksam abgegebenen Stimmen gefasst, unabhängig vom Anteil des durch sie vertretenen Gesellschaftskapitals.

Art. 11. Änderung der Nationalität. Die Gesellschafter können die Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig ändern.

Art. 12. Änderung der Satzung. Eine Änderung der Satzung erfordert die Zustimmung (i) einer Mehrheit der Gesellschafter, die mindestens (ii) eine Mehrheit von drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertritt.

D. Geschäftsführung

Art. 13. Befugnisse des Einzelgeschäftsführers - Zusammensetzung und Befugnisse des Geschäftsführungsrates.

13.1 Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet. Falls die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, bilden diese einen Geschäftsführungsrat.

13.2 Falls die Gesellschaft von einem einzelnen Geschäftsführer geleitet wird und soweit der Begriff „Einzelgeschäftsführer“ nicht ausdrücklich verwendet wird ist jeder Verweis in dieser Satzung auf den „Geschäftsführungsrat“ als Verweis auf den Einzelgeschäftsführer auszulegen.

13.3 Der Geschäftsführungsrat verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehaltenen Befugnisse.

13.4 Die Gesellschaft bevollmächtigt die EPIC I GP S.à r.l., eine GmbH (société à responsabilité limitée) mit Sitz am Boulevard de la Foire 1, L-1528 Großherzogtum Luxemburg eingetragen im Handelsregister unter der Nummer B186222 (die „Bevollmächtigte“) die Gesellschaft selbst, mit Untervertretungsvollmacht, in ihrem Namen bei jeder Aktionärs- oder Interessenversammlung oder schriftlichen Beschlüssen von Unternehmen, Gesellschaften oder anderen juristischen Personen an denen die Gesellschaft Aktien, Anteile oder andere Interessen hält nur in Bezug auf (i) die Bestellung und Abberufung von Verwaltungsratsmitgliedern, Geschäftsführern oder anderen Mitgliedern von führenden, beherrschenden oder überwachenden Organen an deren Entscheidung die Gesellschaft mitzuwirken hat und (ii) Änderungen von diesen Satzungen, von Gesellschaftsverträgen oder Geschäftsordnungen, welche die Bestellung oder Abberufung von Verwaltungsratsmitgliedern, Geschäftsführern oder anderen Mitgliedern von führenden, beherrschenden oder überwachenden Organen betreffen und an deren Entscheidung die Gesellschaft mitzuwirken hat, zu vertreten.

Art. 14. Wahl, Abberufung und Amtszeit von Geschäftsführern.

14.1 Der bzw. die Geschäftsführer werden durch die Gesellschafterversammlung gewählt, welche ihre Bezüge und Amtszeit festlegt und Artikel 13.4 entspricht.

14.2 Geschäftsführer können jederzeit und ohne Grund durch einen Beschluss von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, gewählt oder abberufen werden.

Art. 15. Vakanz einer Geschäftsführerstelle.

15.1 Scheidet ein Geschäftsführer durch Tod, Geschäftsunfähigkeit, Konkurs, Rücktritt oder aus einem anderen Grund aus seinem Amt, so kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Geschäftsführer vorübergehend für einen die ursprüngliche Amtszeit nicht überschreitenden Zeitraum bis zur nächsten Gesellschafterversammlung ausgefüllt werden, welche im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Vorschriften und Artikel 13.4 über die endgültige Neubesetzung entscheidet.

15.2 Für den Fall, dass der Einzelgeschäftsführer aus seinem Amt ausscheidet, muss die frei gewordene Stelle unverzüglich durch die Gesellschafterversammlung neu besetzt werden.

Art. 16. Einladung zu Sitzungen des Geschäftsführungsrats.

16.1 Der Geschäftsführungsrat versammelt sich auf Einberufung [eines] Mitglieds. Die Geschäftsführungsratssitzungen finden, soweit in der Einladung nichts anderes bestimmt ist, am Sitz der Gesellschaft statt.

16.2 Die Geschäftsführer werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Datum zu jeder Sitzung des Geschäftsführungsrats schriftlich geladen, außer in dringenden Fällen, wobei die Gründe der Dringlichkeit in der Einladung zu bezeichnen sind. Eine solche Einladung kann unterbleiben, wenn alle Geschäftsführer schriftlich, per Fax, E-Mail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie einer solchen unterzeichneten Zustimmung ein hinreichender Nachweis ist. Eine Einladung zu Sitzungen des Geschäftsführungsrats ist nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Geschäftsführungsrats bestimmt worden sind, welcher allen Geschäftsführern übermittelt wurde.

16.3 Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und diese alle Einladungs Voraussetzungen abbedingen oder im Fall von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, wenn alle Mitglieder des Geschäftsführungsrats diesen zugestimmt und diese unterzeichnet haben.

Art. 17. Durchführung von Geschäftsführungsratssitzungen.

17.1 Der Geschäftsführungsrat kann unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden auswählen. Der Geschäftsführungsrat kann auch einen Schriftführer ernennen, der nicht notwendigerweise Mitglied des Geschäftsführungsrats sein muss und der für die Protokollführung der Sitzungen des Geschäftsführungsrats verantwortlich ist.

17.2 Sitzungen des Geschäftsführungsrats werden, falls vorhanden, durch den Vorsitzenden des Geschäftsführungsrats geleitet. In dessen Abwesenheit kann der Geschäftsführungsrat ein anderes Mitglied des Geschäftsführungsrats durch einen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Mitglieder als Vorsitzenden pro tempore ernennen.

17.3 Jedes Mitglied des Geschäftsführungsrats kann an einer Sitzung des Geschäftsführungsrats teilnehmen, indem es ein anderes Mitglied des Geschäftsführungsrats schriftlich, oder durch Fax, per EMail oder ein anderes vergleichbares Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein Mitglied des Geschäftsführungsrats kann einen oder mehrere, aber nicht alle anderen Geschäftsführer vertreten.

17.4 Eine Sitzung des Geschäftsführungsrats kann auch mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel abgehalten werden, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Sitzung teilzunehmen. Eine Teilnahme an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel ist gleichbedeutend mit einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung und die Sitzung wird als am Sitz der Gesellschaft abgehalten erachtet.

17.5 Der Geschäftsführungsrat kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn zumindest die Mehrheit seiner Mitglieder in der Sitzung anwesend oder vertreten ist.

17.6 Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der an der Sitzung des Geschäftsführungsrats teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Der Vorsitzende des Geschäftsführungsrats, falls vorhanden, hat im Falle von Stimmgleichheit die entscheidende Stimme.

17.7 Der Geschäftsführungsrat kann einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren mittels schriftlicher Zustimmung, per Fax, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel fassen. Die Geschäftsführer können ihre Zustimmung getrennt erteilen, wobei die Gesamtheit aller schriftlichen Zustimmungen die Annahme des betreffenden Beschlusses nachweist. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum eines derart gefassten Beschlusses.

17.8 Der Großteil aller Geschäftsführerratsversammlungen werden am eingetragenen Sitz der Gesellschaft im Großherzogtum Luxembourg abgehalten oder aber an jedem anderen Ort in Luxembourg, wie in der Ladung zur Versammlung angegeben.

Art. 18. Protokoll von Sitzungen des Geschäftsführungsrats - Protokoll der Entscheidungen des Einzelgeschäftsführers.

18.1 Das Protokoll einer Sitzung des Geschäftsführungsrats wird vom Vorsitzenden des Geschäftsführungsrates (falls vorhanden) oder, im Falle seiner Abwesenheit, falls vorhanden, von dem Vorsitzenden pro tempore und dem Protokollführer oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Kopien oder Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden des Geschäftsführungsrates (falls vorhanden), oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet.

18.2 Die Entscheidungen des Einzelgeschäftsführers werden in ein Protokoll aufgenommen, welches vom Einzelgeschäftsführer unterzeichnet wird. Kopien oder Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Einzelgeschäftsführer unterzeichnet.

Art. 19. Geschäfte mit Dritten Die Gesellschaft wird gegenüber. Dritten unter allen Umständen durch (i) die Unterschrift des Einzelgeschäftsführers oder, für den Fall, dass die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, durch die gemeinsame Unterschrift von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern, oder durch (ii) die gemeinsame Unterschrift oder die alleinige Unterschrift jedweder Person(en), der/denen eine Unterschriftsbefugnis durch den Geschäftsführungsrat übertragen worden ist, im Rahmen dieser Befugnis wirksam verpflichtet.

E. Aufsicht und Prüfung der gesellschaft

Art. 20. Rechnungsprüfer/Wirtschaftsprüfer.

20.1 Falls und solange die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, werden die Geschäfte der Gesellschaft durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer beaufsichtigt (commissaire(s)). Die Gesellschafterversammlung ernennt die Rechnungsprüfer und legt ihre Amtszeit fest.

20.2 Ein Rechnungsprüfer kann jederzeit und ohne Grund von der Gesellschafterversammlung abberufen werden.

20.3 Der Rechnungsprüfer hat ein unbeschränktes Recht der permanenten Überprüfung und Kontrolle aller Geschäfte der Gesellschaft.

20.4 Wenn die Gesellschafter im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handels- und Gesellschaftsregister sowie zur Buchhaltung und zum Jahresabschluss von Unternehmen in seiner geänderten Fassung, einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseurs d'entreprise agréé(s)) ernannt, entfällt die Funktion des Rechnungsprüfers.

20.5 Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer darf nur aus berechtigtem Grund oder mit seiner Zustimmung durch die Gesellschafterversammlung abberufen werden.

F. Geschäftsjahr - Jahresabschlussgewinne - Abschlagsdividenden

Art. 21. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 22. Jahresabschluss und Gewinn.

22.1 Am Ende jeden Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und der Geschäftsführungsrat erstellt im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen ein Inventar der Aktiva und Passiva, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

22.2 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange die Gesamtsumme dieser Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

22.3 Durch einen Gesellschafter erbrachte Einlagen in Rücklagen können mit Zustimmung dieses Gesellschafters ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden.

22.4 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann die gesetzliche Rücklage entsprechend herabgesetzt werden, so dass diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals nicht übersteigt.

22.5 Auf Vorschlag des Geschäftsführungsrates bestimmt die Gesellschafterversammlung im Einklang mit dem Gesetz von 1915 und den Bestimmungen dieser Satzung, wie der verbleibende Bilanzgewinn der Gesellschaft verwendet werden soll.

22.6 Ausschüttungen an die Gesellschafter erfolgen proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile und unterteilt sich wie folgt:

i. Tranche 10 Anteile berechtigen den Inhaber zum Einzug einer Dividende, pro rate, von Null Komma Null Fünf Prozent (0,05%) pro Jahr vom Nominalwert der in Tranche 10 ausgegeben Anteile;

ii. Tranche 9 Anteile berechtigen den Inhaber zum Einzug einer Dividende, pro rate, von Null Komma zehn Prozent (0,10%) pro Jahr vom Nominalwert der in Tranche 9 ausgegeben Anteile;

iii. Tranche 8 Anteile berechtigen den Inhaber zum Einzug einer Dividende, pro rate, von Null Komma Fünfzehn Prozent (0,15%) pro Jahr vom Nominalwert der in Tranche 8 ausgegeben Anteile;

iv. Tranche 7 Anteile berechtigen den Inhaber zum Einzug einer Dividende, pro rate, von Null Komma Zwanzig Prozent (0,20%) pro Jahr vom Nominalwert der in Tranche 7 ausgegeben Anteile;

v. Tranche 6 Anteile berechtigen den Inhaber zum Einzug einer Dividende, pro rate, von Null Komma Fünfundzwanzig Prozent (0,25%) pro Jahr vom Nominalwert der in Tranche 6 ausgegeben Anteile;

vi. Tranche 5 Anteile berechtigen den Inhaber zum Einzug einer Dividende, pro rate, von Null Komma Dreißig Prozent (0,30%) pro Jahr vom Nominalwert der in Tranche 5 ausgegeben Anteile;

vii. Tranche 4 Anteile berechtigen den Inhaber zum Einzug einer Dividende, pro rate, von Null Komma Fünfunddreißig Prozent (0,35%) pro Jahr vom Nominalwert der in Tranche 4 ausgegeben Anteile;

viii. Tranche 3 Anteile berechtigen den Inhaber zum Einzug einer Dividende, pro rate, von Null Komma Vierzig Prozent (0,40%) pro Jahr vom Nominalwert der in Tranche 3 ausgegeben Anteile;

ix. Tranche 2 Anteile berechtigen den Inhaber zum Einzug einer Dividende, pro rate, von Null Komma Fünfundvierzig Prozent (0,45%) pro Jahr vom Nominalwert der in Tranche 2 ausgegeben Anteile;

x. Tranche 1 Anteile berechtigen den Inhaber zum Einzug einer Dividende, pro rate, von Null Komma Fünfzig Prozent (0,50%) pro Jahr vom Nominalwert der in Tranche 1 ausgegeben Anteile;

solange diese noch bestehen und

der Rest (abzüglich der Beträge welche an die Inhaber von Gründeraktien gezahlt worden sind) wird auf die Relevanten Anteile verteilt.

Art. 23. Abschlagsdividenden - Agio und andere Kapitalreserven.

23.1 Der Geschäftsführungsrat kann Abschlagsdividenden auf Grundlage von Zwischenabschlüssen zahlen, welche vom Geschäftsführungsrat vorbereitet wurden und belegen, dass ausreichende Mittel für eine Abschlagsdividende zur Verfügung stehen. Der ausschüttbare Betrag darf nicht die Summe der seit dem Ende des vergangenen Geschäftsjahres angefallenen Gewinne, gegebenenfalls erhöht durch vorgetragene Gewinne und ausschüttbare Rücklagen, beziehungs-

weise vermindert durch vorgetragene Verluste oder Summen, die nach dieser Satzung oder dem Gesetz von 1915 einer Rücklage zugeführt werden müssen, übersteigen.

23.2 Das Agio, andere Kapitalreserven und andere ausschüttbare Rücklagen können, im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und den Regelungen dieser Satzung, frei an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

G. Liquidation

Art. 24. Liquidation.

24.1 Im Falle der Auflösung der Gesellschaft im Einklang mit Artikel 3.2 dieser Satzung wird die Abwicklung durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren bestimmt. Soweit nichts anderes bestimmt wird haben die Liquidatoren die weitestgehenden Rechte für die Verwertung der Vermögenswerte und die Tilgung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

24.2 Der sich nach Verwertung der Vermögenswerte und Tilgung der Verbindlichkeiten ergebende Überschuss wird an die Gesellschafter proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile verteilt.

H. Schlussbestimmungen - Anwendbares recht

Art. 25. Anwendbares Recht. Für alle in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten gelten die Regelungen des Gesetzes von 1915.

Übergangsbestimmungen

1. Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2015.

2. Abschlagsdividenden können auch während des ersten Geschäftsjahres der Gesellschaft ausgeschüttet werden.

Zeichnung und Zahlung

Die zwölftausendfünfhundert ausgegebenen Anteile wurden wie folgt gezeichnet:

(a) Firewall Investments, S.A., vorbenannt, hat elftausend (11 000) Anteile zum Preis von elftausend Euro (EUR 11 000) wie folgt gezeichnet:

- (a) Eintausendeinhundert (1 100) Tranche 1 Anteile zu einem Preis von eintausendeinhundert Euro (EUR 1 100);
- (b) Eintausendeinhundert (1 100) Tranche 2 Anteile zu einem Preis von eintausendeinhundert Euro (EUR 1 100);
- (c) Eintausendeinhundert (1 100) Tranche 3 Anteile zu einem Preis von eintausendeinhundert Euro (EUR 1 100);
- (d) Eintausendeinhundert (1 100) Tranche 4 Anteile zu einem Preis von eintausendeinhundert Euro (EUR 1 100);
- (e) Eintausendeinhundert (1 100) Tranche 5 Anteile zu einem Preis von eintausendeinhundert Euro (EUR 1 100);
- (f) Eintausendeinhundert (1 100) Tranche 6 Anteile zu einem Preis von eintausendeinhundert Euro (EUR 1 100);
- (g) Eintausendeinhundert (1 100) Tranche 7 Anteile zu einem Preis von eintausendeinhundert Euro (EUR 1 100);
- (h) Eintausendeinhundert (1 100) Tranche 8 Anteile zu einem Preis von eintausendeinhundert Euro (EUR 1 100);
- (i) Eintausendeinhundert (1 100) Tranche 9 Anteile zu einem Preis von eintausendeinhundert Euro (EUR 1 100) und
- (j) Eintausendeinhundert (1 100) Tranche 10 Anteile zu einem Preis von eintausendeinhundert Euro (EUR 1 100).

(b) Firewall Management MIP, S.à r.l., vorbenannt, hat eintausendfünfhundert (1 500) Anteile zum Preis von eintausendfünfhundert Euro (EUR 1 500) wie folgt gezeichnet:

- (a) Einhundertfünfzig (150) Tranche 1 Anteile zu einem Preis von einhundertfünfzig Euro (EUR 150);
- (b) Einhundertfünfzig (150) Tranche 2 Anteile zu einem Preis von einhundertfünfzig Euro (EUR 150);
- (c) Einhundertfünfzig (150) Tranche 3 Anteile zu einem Preis von einhundertfünfzig Euro (EUR 150);
- (d) Einhundertfünfzig (150) Tranche 4 Anteile zu einem Preis von einhundertfünfzig Euro (EUR 150);
- (e) Einhundertfünfzig (150) Tranche 5 Anteile zu einem Preis von einhundertfünfzig Euro (EUR 150);
- (f) Einhundertfünfzig (150) Tranche 6 Anteile zu einem Preis von einhundertfünfzig Euro (EUR 150);
- (g) Einhundertfünfzig (150) Tranche 7 Anteile zu einem Preis von einhundertfünfzig Euro (EUR 150);
- (h) Einhundertfünfzig (150) Tranche 8 Anteile zu einem Preis von einhundertfünfzig Euro (EUR 150);
- (i) Einhundertfünfzig (150) Tranche 9 Anteile zu einem Preis von einhundertfünfzig Euro (EUR 150) und
- (j) Einhundertfünfzig (150) Tranche 10 Anteile zu einem Preis von einhundertfünfzig Euro (EUR 150).

Die Einlage für so gezeichnete Anteile wurde vollständig in bar erbracht, so dass der Gesellschaft ein Betrag in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) zur Verfügung steht, was dem unterzeichnenden Notar nachgewiesen wurde.

Nachweis für die Existenz und den Wert der oben bezeichneten Einlagen wurde dem unterzeichnenden Notar erbracht.

179360

Auslagen

Die der Gesellschaft aufgrund oder im Zusammenhang mit der Gründung entstandenen Kosten, Gebühren, Honorare und Auslagen werden auf eintausend einhundert Euro (EUR 1.100,-) geschätzt.

Beschlüsse der Gesellschafter

Die Gründer, welche das gesamte Gesellschaftskapital repräsentieren und welche auf eine formelle Einberufungsbeskannmachung verzichten, haben folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft ist in at Boulevard de la Foire, 1, L-1528 Luxembourg.
2. Die folgenden Personen werden durch EPIC I GP, S.à r.l. in Vertretung für die Gründer, für unbegrenzte Zeit als Geschäftsführer der Gesellschaft ernannt:
 - (i) Herr Michael Phillips, geboren in St. Louis, USA, am 1. Februar 1962, wohnhaft in Possard Strasse 13, 81679 München, Deutschland;
 - (ii) Herr Geoffrey Henry, geboren in Chênée, Belgien, am 5. Mai 1972, wohnhaft in Boulevard de la Foire 1, L-1528 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg;
 - (iii) Frau Catherine Koch, geboren in Sarreguemines, Frankreich, am 12. Februar 1965, wohnhaft in 19, rue de Bitbourg, 1273 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg.

Worüber diese notarielle Urkunde in Luxemburg zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen wurde.

Der beurkundende Notar, welcher die englische Sprache beherrscht, erklärt hiermit auf Ersuchen der erschienenen Parteien, dass die Urkunde auf Anfrage der erschienenen Parteien auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Auf Ersuchen derselben erschienenen Parteien und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, soll die englische Fassung vorrangig sein.

Nachdem das Dokument der Bevollmächtigten der erschienenen Parteien vorgelesen wurde, welche dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt ist, hat die Bevollmächtigte die Urkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: J. SZAFRANSKA, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 07 novembre 2014. Relation: DIE/2014/14138. Reçu soixante-quinze (75.-) euros

Le Receveur (signé) pd: RECKEN.

Für gleichlautende Ausfertigung, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Memorial C.

Diekirch, den 11. November 2014.

Référence de publication: 2014174553/847.

(140200034) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Orion IV European 34 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11/13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 191.645.

—
STATUTES

In the year two thousand fourteen, on the thirtieth of October.

Before us Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Orion Master IV Luxembourg S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 11/13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 173.948,

here represented by Maître Juliette Feitler, Avocat à la Cour, professionally residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given on October 28, 2014.

The said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated above, has requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which it wishes to incorporate with the following articles of association:

Chapter I. - Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form, Name. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of the shares hereafter created a company (the "Company") in the form of a société à responsabilité limitée (S.à r.l.) which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and by the present articles of association.

The Company will exist under the name of "Orion IV European 34 S.à r.l."

Art. 2. Registered Office. The registered office is established in the city of Luxembourg.

It may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of shareholders.

In the event that extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested third parties by one of the bodies or persons entrusted with the daily management of the Company.

Art. 3. Object. The object of the Company is, in Luxembourg and/or abroad, the holding of participations in other companies and/or enterprises and the direct and/or indirect financing of the companies and/or enterprises in which it holds a participation or which are members of its group.

It may in particular:

- acquire by way of subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and other participations securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments representing ownership rights, claims or transferable securities issued by any public or private issuer whatsoever;

- exercise all rights whatsoever attached to these securities and financial instruments;

- grant any direct and/or indirect financial assistance whatsoever to the companies and/or enterprises in which it holds a participation or which are members of its group, in particular by granting loans, facilities or guarantees in any form and for any term whatsoever and provide them any advice and assistance in any form whatsoever;

- deposit cash with banks or with any other depositaries and invest it in any other matter;

- in order to raise the funds which it needs in order to carry out its activity within the frame of its object, make loans in any form whatsoever, accept any deposit on behalf of companies or enterprises in which it holds a participation or which are part of its group, issue any debt instruments in any form whatsoever.

It may also acquire, hold, develop and/or sell, directly or indirectly (either through branches or subsidiaries located in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, as the case may be), real estate/assets of whatever nature located either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

It may carry out any transactions whatsoever, whether commercial, financial, with respect to movables or immovable, which are directly or indirectly connected with its object.

It may in any manner hold interests in any business, enterprises or companies whose object is identical, analogous or similar to or connected with its own or which are likely to further the development of its enterprises.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

The Company may be dissolved at any time pursuant to a resolution of the meeting of shareholders resolving in conformity with the provisions of the law.

Chapter II. - Capital, Shares

Art. 5. Capital. The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) divided into twelve thousand five hundred (12,500) shares, with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each (the "Shares").

In addition to the share capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any Shares which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Shares. Each Share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company and to one vote at the general meeting of shareholders. Ownership of a Share carries implicit acceptance of these articles of association of the Company and the resolutions of the single shareholder or the general meeting of shareholders.

Each Share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of Shares must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not.

The single shareholder may transfer freely its Shares when the Company is composed of a single shareholder. The Shares may be transferred freely amongst other shareholders when the Company is composed of several shareholders. The Shares may be transferred to non-shareholders only with the authorization of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the capital.

The transfer of Shares must be evidenced by a notarial deed or by a deed under private seal. Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in pursuance to article 1690 of the Civil Code.

Art. 7. Increase and reduction of capital. The issued capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the single shareholder or by a resolution of the shareholders voting with the quorum and majority rules set by the law for any amendment of these articles of association.

Chapter III. - Board of Managers

Art. 8. Management. The Company is managed by a board of at least three managers, shareholders or not, appointed by decision of the shareholders for an unlimited period.

Retiring managers are eligible for re-election. Managers may be removed with or without cause at any time by the shareholders at a simple majority.

The board of managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by one of the managers present at the meeting.

The board of managers may elect a secretary of the Company and such other officers as it shall see fit.

None of these appointees need to be members of the board of managers.

Art. 9. Meetings of the board of managers. Meetings of the board of managers are called by the chairman or two members of the board.

The meetings are held at the place, the day and the hour specified in the notice convening it. The board of managers may only proceed to business if a majority of its members are present or represented.

One or more managers may participate in a board meeting by means of a conference call or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting.

No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

Managers unable to be present or deemed present at a meeting may delegate in writing another member of the board to represent them and to vote in their name.

Decisions of the board are taken by an absolute majority of the votes cast.

Where the number of votes cast for and against a resolution is equal, the chairman has a casting vote.

In case of urgency, resolutions signed by all the managers shall be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution.

All decisions adopted by the board of managers will be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting and by the secretary (if any). Copies or extracts are signed by the chairman or any two members of the board of managers.

Art. 10. Powers of the board of managers. The board of managers is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest. All powers not expressly reserved by law or by the present articles to the general meeting fall within the competence of the board of managers.

The board of managers may with the prior approval of the general meeting of shareholders entrust the day-to-day management of the Company's business to one of its members appointed managing manager.

The board may further delegate specific powers to managers or other officers.

It may appoint agents with definite powers, and revoke such appointments at any time.

Without prejudice to the foregoing powers, all acts binding the Company and all powers and mandates must be signed by any two managers or by any two persons to whom signatory authority has been delegated by the managers.

Any litigation, whether as plaintiff or as defendant, shall be conducted by the board of managers in the Company's name. All writs or judicial acts are validly issued in the name of the Company alone.

Art. 11. Indemnity of managers. The Company shall indemnify any manager or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a manager or officer of the Company, or, at the request of the Company, of any other Company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Chapter IV. - Shareholders resolutions

Art. 12. Powers of the Shareholders. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders. It has the powers conferred upon it by law. Decisions by the shareholders may be adopted by written resolutions signed by all the shareholders.

Art. 13. General Meetings, Adoption of Resolutions. General meetings are convened by the board of managers at such place and with such agenda as determined by the board of managers. General meetings may be held abroad if, in the judgment of the board of managers, which is final, circumstances of force majeure so require. The shareholders may as well adopt resolutions in writing.

Art. 14. Procedure, Vote. A shareholder may act at any meeting of the shareholders by appointing in writing or by telefax, cable, telegram or telex as his proxy another person who need not be a shareholder. Except as otherwise required by law or these articles of association, resolutions will be taken by a simple majority of votes irrespective of the number of Shares represented. Copies or extracts of the minutes of the meeting to be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by anyone manager of the Company.

Chapter V. - Financial year, distribution of costs

Art. 15. Financial Year. The Company's financial year begins on the first day of January of each year and ends on the last day of December of the same year.

The board of managers shall prepare annual accounts in accordance with the requirements of Luxembourg law and accounting practice.

Art. 16. Appropriation of Profits. From the annual net profits of the Company, five percent (5%) shall be allocated to the reserve required by law.

That allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company.

The general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of. It may decide to allocate the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision reserve, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it to the shareholders as dividend.

Subject to the conditions fixed by law, the board of managers may pay out an advance payment on dividends. The board of managers fixes the amount and the date of payment of any such advance payment.

Chapter VI. - Dissolution, Liquidation

Art. 17. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a decision of the general meeting voting with the same quorum and majority as for the amendment of these articles of association, unless otherwise provided by law. Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators appointed by the general meeting of shareholders, which will determine their powers and their compensation.

In case of liquidation, all assets and cash of the Company shall be applied in the following order of priority:

- (i) first, to the creditors (whether by payment or the making of reasonable provision for payment thereof) for all the Company's debts and liabilities;
- (ii) second, any remainder to the holders of the Shares according to the rules of priority and proportions, if any, set out in article 16 for the appropriation of profits.

Chapter VII. - Applicable Law

Art. 18. Applicable law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Transitional provisions

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on 31 December 2015.
2. Interim dividends may be distributed during the Company's first financial year.

Subscription and payment

The twelve thousand five hundred (12,500) shares issued have been subscribed by Orion Master IV Luxembourg S.à r.l., aforementioned, represented as stated above, for the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-).

The shares so subscribed have been fully paid up by a contribution in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The total contribution in the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) is entirely allocated to the share capital of the Company.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at one thousand three hundred euro (EUR 1,300.-).

Resolutions of the sole shareholder

The incorporating shareholder, representing the entire share capital of the Company and having waived any convening requirements, has thereupon passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company is set at 11/13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The following persons are appointed as managers of the Company for an unlimited period of time:

a) Mr Nicolas Brimeyer, born on 2 February 1941 in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with private address at 15, rue Michel Lentz, L-1928 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

b) Mr Christopher Jenner, born on 11 November 1944 in Edinburgh, Scotland, with private address at 57a, rue John Grün, L-5619 Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg;

c) Mr Olivier de Nervaux, born on 5 January 1946 in Paris, France, with private address at 42, boulevard de la Tour Maubourg, F-75007 Paris, France;

d) Mr Anthony Halligan, born on 17 March 1962 in Christchurch, New-Zealand, with private address at 43, Cambridge Road, West Wimbledon, GBSW20 0QB London, United Kingdom; and

e) Mr Ronald W. de Koning, born on 29 December 1961 in Nijmegen, The Netherlands, with private address at Korteraarseweg 59, NL - 2461 GH Ter Aar, The Netherlands.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; at the request of the same proxyholder and in case of divergence between the English and the French texts, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le trente octobre.

Par devant nous, Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorfles-Bains, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Orion Master IV Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 11/13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 173.948,

dûment représentée par Maître Juliette Feitler, Avocat à la Cour, résidant professionnellement à Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 28 octobre 2014.

Ladite procuration, signée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

La comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte de constitution d'une société à responsabilité limitée qu'elle souhaite constituer avec les statuts suivants:

Chapitre I^{er} . - Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Forme, Dénomination. Il est formé par les présentes entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des parts sociales ci-après créées une société (la «Société») sous forme de société à responsabilité limitée (S.à r.l.) qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et par les présents statuts.

La Société adopte la dénomination «Orion IV European 34 S.à r.l.».

Art. 2. Siège social. Le siège social est établi dans la Ville de Luxembourg.

Il peut être transféré dans tout autre endroit de la Ville de Luxembourg par une décision de l'assemblée générale des associés.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré temporairement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. Pareilles mesures provisoires seront faites et portées à la con-

naissance des personnes intéressées par l'une des personnes ou l'un des organes exécutifs de la Société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, la prise de participations dans d'autres sociétés et entreprises et le financement direct et indirect des sociétés et entreprises dans lesquelles elle participe ou qui font partie de son groupe.

Elle peut notamment:

- acquérir par voie de souscription, d'achat d'échange ou autrement des actions, parts et autres titres de participation, des obligations, bons de caisse, certificats de dépôts et autres titres de créances et plus généralement tous titres et autres instruments financiers représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières émis par tous émetteurs publics ou privés quels qu'ils soient;

- exercer tous droits généralement quelconques attachés à ces titres et instruments financiers;

- accorder toute assistance financière directe et indirecte quelle qu'elle soit aux sociétés et entreprises dans lesquelles elle participe ou qui font partie de son groupe, notamment par voie de prêts, d'avances ou de garanties sous quelque forme et pour quelque durée que ce soit et leur fournir conseils et assistance sous quelque forme que ce soit;

- déposer ses liquidités en banque ou auprès de tous autres dépositaires et les placer de toute autre manière;

- en vue de se procurer les moyens financiers dont elle a besoin pour exercer son activité dans le cadre de son objet social, contracter tous emprunts sous quelque forme que ce soit, accepter tous dépôts de la part de sociétés ou entreprises dans lesquelles elle participe ou qui font partie de son groupe, émettre tous titres de dettes sous quelque forme que ce soit.

Elle peut également acquérir, détenir, développer et/ou céder, directement ou indirectement (soit par le biais de succursales soit par le biais de filiales situées, selon le cas, au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger), tout bien immobilier/actifs de quelque nature que ce soit situés au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

Elle peut accomplir toutes opérations généralement quelconques, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet.

Elle peut s'intéresser par toutes voies dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue, similaire ou connexe ou qui sont de nature à favoriser le développement de son entreprise.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale des associés statuant dans les conditions prévues par la loi.

Chapitre II. - Capital, parts sociales

Art. 5. Capital. Le capital émis de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) divisé en douze mille cinq cents (12.500) parts sociales, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune (les «Parts Sociales»).

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi sur lequel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les parts sociales en plus de la valeur nominale. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des parts sociales des associés par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux associés, ou pour être affecté à la réserve légale.

Art. 6. Parts Sociales. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social et une voix à l'assemblée générale des associés. La propriété d'une part sociale emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'associé unique ou des associés.

Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de Parts Sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun pris parmi eux ou en dehors d'eux.

Les cessions ou transmissions de Parts Sociales détenues par l'associé unique sont libres, si la Société a un associé unique. Les Parts Sociales sont librement cessibles entre associés, si la Société a plusieurs associés. Les Parts Sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément des associés représentant les trois quarts du capital social.

La cession de Parts Sociales doit être formalisée par acte notarié ou par acte sous seing privé. De telles cessions ne sont opposables à la Société et aux tiers qu'après qu'elles aient été signifiées à la Société ou acceptées par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Art. 7. Augmentation et réduction du capital social. Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une résolution de l'associé unique ou des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité exigées la loi pour toute modification des statuts.

Chapitre III. - Conseil de Gérance

Art. 8. Gestion. La Société est administrée par un conseil de gérance composé d'au moins trois gérants, associés ou non, nommés par l'assemblée générale des associés pour une période illimitée.

Les gérants sortants sont rééligibles. Les gérants sont révocables à tout moment avec ou sans cause, par décision des associés prise à la majorité simple.

Le conseil de gérance élit parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, les réunions du conseil sont présidées par un gérant présent.

Le conseil de gérance pourra désigner un secrétaire de la Société et tels autres agents qu'il jugera convenir.

Aucun de ceux-ci n'a besoin d'appartenir au conseil de gérance.

Art. 9. Réunions du conseil de gérance. Le conseil de gérance se réunit sur la convocation du président du conseil ou de deux de ses membres.

Les réunions du conseil de gérance se tiennent au lieu, à la date et à l'heure indiqués dans la convocation.

Le conseil de gérance ne peut délibérer valablement sur l'ordre du jour que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés.

Un ou plusieurs gérants peuvent participer à une réunion par conférence téléphonique ou par tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément l'une avec l'autre. Une telle participation sera considérée comme équivalent à une présence physique à la réunion.

Aucune convocation préalable ne sera requise dans l'hypothèse où tous les gérants seront présents ou représentés à une réunion du conseil de gérance et renonceraient aux formalités de convocation ou dans l'hypothèse de décisions écrites et approuvées par tous les membres du conseil de gérance.

Tout gérant empêché peut par écrit donner pouvoir à un autre membre du conseil pour le représenter et pour voter en ses lieu et place.

Les résolutions du conseil seront prises à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion sera prépondérante.

En cas d'urgence, les résolutions signées de tous les gérants seront aussi valables et efficaces que si elles avaient été prises lors d'une réunion dûment convoquée et tenue. De telles signatures peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs exemplaires d'une résolution identique.

Les décisions du conseil de gérance seront constatées dans des procès-verbaux qui seront signés par le président de la réunion et le secrétaire (le cas échéant). Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président du conseil de gérance ou par deux gérants.

Art. 10. Pouvoirs du conseil de gérance. Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale des associés, seront de la compétence du conseil de gérance.

Le conseil de gérance peut, de l'assentiment préalable de l'assemblée générale des associés, déléguer la gestion journalière de la Société à un de ses membres qui portera le titre de gérant-délégué.

Il peut aussi déléguer des pouvoirs spécifiques à des gérants et fondés de pouvoirs.

Il peut désigner des mandataires ayant des pouvoirs définis, et les révoquer en tout temps.

Sans préjudice des pouvoirs de délégation susmentionnés, tous les actes qui engagent la Société, tous les pouvoirs et toutes les procurations doivent être signés par deux gérants, ou par deux personnes à qui des pouvoirs de signature auront été délégués par les gérants.

Tout procès, tant en demandant qu'en défendant, sera suivi par le conseil de gérance au nom de la Société. Tous les exploits ou autres actes judiciaires seront valablement faits au nom de la Société seule.

Art. 11. Indemnisation des gérants. La Société s'engage à indemniser tout gérant ou fondé de pouvoir et leurs successeurs, exécuteurs testamentaires et administrateurs, de tout et contre toutes dépenses raisonnablement exposées par lui en rapport avec toutes demandes en justice, procès ou procédure à laquelle il devient partie pour être ou avoir été gérant ou fondé de pouvoir de la Société ou, à la demande de la Société, de toute autre société de laquelle la Société est un actionnaire ou un créancier et par laquelle il n'est pas en droit d'être indemnisé; le tout sauf pour ce qui est des demandes en justice, procès ou procédure dans lesquelles il sera jugé responsable pour négligence ou fraude. Dans le cas d'une transaction, l'indemnité sera accordée uniquement en rapport avec des affaires couvertes par la transaction dans lesquelles la Société est avisée par son conseiller juridique que la personne indemnisée n'a commis aucune violation de ses obligations. Le présent droit à indemnités n'exclut pas l'exercice d'autres droits auxquels il peut prétendre.

Chapitre IV. - Assemblée Générale des Associés

Art. 12. Pouvoirs de l'assemblée générale. Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés. Elle a les pouvoirs qui lui sont réservés par la loi. Les décisions de l'assemblée générale peuvent être prises par voie de résolutions écrites, signées de tous les associés.

Art. 13. Assemblée générale annuelle / Adoption de résolutions. Les assemblées générales sont convoquées par le conseil de gérance en tel lieu et avec tel ordre du jour qui sera déterminé par le conseil de gérance. Les assemblées

générales peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront appréciées souverainement par les gérants. Les associés peuvent également prendre des résolutions par écrit.

Art. 14. Procédure, Vote. Tout associé peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, par télécopieur, par câble, par télégramme ou par télex un mandataire, lequel peut ne pas être associé. Sauf disposition contraire de la loi ou des présents statuts, les décisions sont prises à la majorité des votes émis, sans considération de la proportion de capital représenté. Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'assemblée à produire en justice ou ailleurs sont signés par un gérant de la Société.

Chapitre V. - Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 15. Année sociale. L'année sociale de la Société commence le premier janvier de chaque année et finit le trente et un décembre de la même année.

Le conseil de gérance prépare les comptes annuels suivant les dispositions de la loi luxembourgeoise et les pratiques comptables.

Art. 16. Affectation des bénéfices. Sur les bénéfices nets de la Société il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra le dixième (10%) du capital social.

L'assemblée générale des associés décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer aux associés comme dividendes.

Le conseil de gérance peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la loi. Le conseil de gérance détermine le montant ainsi que la date de paiement de ces acomptes.

Chapitre VI. - Dissolution, Liquidation

Art. 17. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification des statuts, sauf dispositions contraires de la loi. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale des associés qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

En cas de liquidation, tous les actifs et liquidités de la Société seront versés dans l'ordre de priorité suivant:

(i) en premier lieu, à tous les créanciers (soit au moyen de paiements soit au moyen de provisions raisonnablement déterminées en vue de tels paiements) apparaissant au passif de la Société;

(ii) en second lieu, un quelconque solde à tous les propriétaires de Parts Sociales suivant les règles de priorité et les proportions, le cas échéant, prévues à l'article 16 pour la répartition des profits.

Chapitre VII. - Loi applicable

Art. 18. Loi applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts seront réglées conformément à la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2015.

2. Des acomptes sur dividendes pourront être versés pendant le premier exercice social de la Société.

Souscription et paiement

Les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales émises ont été souscrites par Orion Master IV Luxembourg S.à r.l., susmentionnée, représentée comme indiqué ci-dessus, pour un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-).

Toutes les parts sociales souscrites ont été intégralement libérées par un apport en numéraire, de sorte que le montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

L'apport global d'un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est entièrement affecté au capital social de la Société.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution est évalué à mille trois cents euros (EUR 1.300,-).

Résolutions de l'associé unique

L'associé fondateur, représentant l'intégralité du capital social de la Société et ayant renoncé aux formalités de convocation, a adopté les résolutions suivantes:

1. L'adresse du siège social de la Société est établie au 11/13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée illimitée:

a) Monsieur Nicolas Brimeyer, né le 2 février 1941 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, avec résidence privée au 15, rue Michel Lentz, L-1928 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

b) Monsieur Christopher Jenner, né le 11 novembre 1944 à Edimbourg, Ecosse, avec résidence privée au 57a, rue John Grün, L-5619 Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg;

c) Monsieur Olivier de Nervaux, né le 5 janvier 1946 à Paris, France, avec résidence privée au 42, boulevard de la Tour Maubourg, F-75007 Paris, France;

d) Monsieur Anthony Halligan, né le 17 mars 1962 à Christchurch, Nouvelle Zélande, avec résidence privée au 43, Cambridge Road, West Wimbledon, GB - SW20 0QB Londres, Royaume-Uni; et

e) Monsieur Ronald W. de Koning, né le 29 décembre 1961 à Nijmegen, Pays-Bas, avec résidence privée au Kortearseweg 59, NL - 2461 GH Ter Aar, Pays-Bas.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate sur demande du mandataire de la comparante que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; à la demande du même mandataire et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire de la comparante, connu du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire a signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: J. Feitler, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 3 novembre 2014. REM/2014/2392. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 11 novembre 2014.

Référence de publication: 2014174818/422.

(140199731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Luxwatt S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.450.000,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 48.019.

L'an deux mille quatorze, le cinq novembre.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée Luxwatt S.à r.l., ayant son siège social au 1-3, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 48.019, constituée suivant acte notarié en date du 27 juin 1994, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 416 du 24 octobre 1997.

Les statuts de la Société ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 4 novembre 2014, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Peggy Simon, employée privée, demeurant professionnellement à Echternach, 9, Rabatt,

qui se nomme elle-même comme scrutateur et qui désigne comme secrétaire Mariette Schou, employée privée, demeurant professionnellement à Echternach, 9, Rabatt.

La présidente prie le notaire d'acter que:

I.- Les associés présents ou représentés et le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Il ressort de la liste de présence que les mille (1.000) parts sociales sans désignation de valeur nominale, représentant l'intégralité du capital social de vingt-quatre mille sept cent quatre-vingt-neuf euros et trente-cinq centimes (EUR 24.789,35) sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les associés ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de l'objet social de la société
2. Augmentation du capital social
3. Modification de la date de clôture de l'exercice social du 30 septembre au 31 décembre
4. Refonte intégrale des statuts
5. Divers

Ces faits exposés et reconnus exacts par les actionnaires présents ou représentés, les résolutions suivantes sont prises à l'unanimité:

Première résolution

L'assemblée décide de modifier l'objet social de la Société et l'article 2 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

La Société a pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise se présentant sous forme de société de capitaux ou de société de personnes, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, la mise en valeur et à la cession d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprises, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevet, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission d'actions et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toute autre société. Elle peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre société ou personne.

La Société peut également réaliser son activité par l'intermédiaire de succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

Elle pourra également procéder à l'acquisition, la gestion, l'exploitation, la vente ou la location de tous immeubles, meublés, non meublés et généralement faire toutes opérations immobilières à l'exception de celles de marchands de biens et le placement et la gestion de ses liquidités. En général, la Société pourra faire toutes opérations à caractère patrimonial, mobilières, immobilières, commerciales, industrielles ou financières, ainsi que toutes transactions et opérations de nature à promouvoir et à faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social ou son extension.

Deuxième résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de un million quatre cent vingt-cinq mille deux cent-dix euros et soixante-cinq centimes (EUR 1.425.210,65) pour le porter de son montant actuel de vingt-quatre mille sept cent quatre-vingt-neuf euros et trente-cinq centimes (EUR 24.789,35) à un million quatre cent cinquante mille euros (EUR 1.450.000,-) et création de cinquante-sept mille quatre-cent-quatre-vingt-dix (57.490) nouvelles parts sociales à libérer par incorporation d'un compte courant d'associé pour un montant de un million quatre cent vingt-cinq mille deux cent-dix euros et soixante-cinq centimes (EUR 1.425.210,65).

Souscription et libération

La société Société de Développement et de Financement Holding S.A., SPF, une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant adopté les statuts d'une société de gestion de patrimoine familial selon la loi du 11 mai 2007, ayant son siège social au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B, numéro 26.179 (ci-après également SDF Holding),

laquelle est ici représentée par Peggy Simon, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé, donnée en date du 4 novembre 2014,

souscrit les cinquante-sept mille quatre-cent-quatre-vingt-dix (57.490) nouvelles parts sociales et les libère intégralement par incorporation d'un compte courant d'associé inscrit au nom de SDF Holding pour un montant minimum de un million quatre cent vingt-cinq mille deux cent-dix euros et soixante-cinq centimes (EUR 1.425.210,65) (ci-après le Compte courant d'associé).

En rémunération de cet apport, cinquante-sept mille quatre-cent-quatre-vingt-dix (57.490) nouvelles parts sociales de la Société intégralement libérées par cet apport lui sont attribuées en pleine propriété.

SDF Holding, ici représenté comme dit ci-avant, déclare en outre que:

- il est le seul titulaire des droits sur le Compte courant d'associé et possédant les pouvoirs d'en disposer;

- le Compte courant d'associé est certain et exigible;
- le Compte courant d'associé est acquis en pleine-propriété;
- il n'existe aucun droit de préemption ou d'autres droits en vertu desquels une personne pourrait avoir le droit d'en acquérir tout ou partie;
- toutes formalités seront réalisées dans ses livres en vue de refléter l'incorporation du Compte courant d'associé dans le capital social de la Société pour un montant de un million quatre cent vingt-cinq mille deux cent-dix euros et soixante-cinq centimes (EUR 1.425.210,65).

L'assemblée décide d'annuler les cinquante-huit mille quatre cent quatre-vingt-dix (58.490) parts sociales existantes et d'émettre mille quatre cent cinquante (1.450) nouvelles parts sociales ayant chacune une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-).

L'assemblée décide ensuite de modifier l'article 6 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

Le capital social est fixé à un million quatre cent cinquante mille euros (EUR 1.450.000,-), divisé en mille quatre cent cinquante (1.450) parts sociales d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) chacune intégralement libérée.

Les mille quatre cent cinquante (1.450) parts sociales sont réparties comme suit:

Société de Développement et de Financement Holding S.A., SPF	<u>1.450</u>
Total:	1.450

Troisième résolution

L'assemblée décide de modifier la date de clôture de l'exercice social de la Société du 30 septembre au 31 décembre et de modifier l'article 12 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

L'assemblée décide que l'année sociale commencée le 1^{er} octobre 2014 se terminera le 31 décembre 2015.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de procéder à une refonte intégrale des statuts de la Société pour leur donner la teneur suivante:

I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination Luxwatt S.à r.l. (la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) et par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social est établi à Luxembourg Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2 Il peut être créé par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1 La Société a pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise se présentant sous forme de société de capitaux ou de société de personnes, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

3.2 La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

3.3 Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, la mise en valeur et à la cession d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprises, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevet, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

3.4 La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission d'actions et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toute autre société. Elle peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière,

des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre société ou personne.

3.5 La Société peut également réaliser son activité par l'intermédiaire de succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

3.6 Elle pourra également procéder à l'acquisition, la gestion, l'exploitation, la vente ou la location de tous immeubles, meublés, non meublés et généralement faire toutes opérations immobilières à l'exception de celles de marchands de biens et le placement et la gestion de ses liquidités. En général, la Société pourra faire toutes opérations à caractère patrimonial, mobilières, immobilières, commerciales, industrielles ou financières, ainsi que toutes transactions et opérations de nature à promouvoir et à faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social ou son extension.

Art. 4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1 Le capital social est fixé à un million quatre cent cinquante mille euros (EUR 1.450.000,-), représenté par mille quatre cent cinquante (1.450) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2 Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2 Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3 Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.4 Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par chaque associé.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Conseil de gérance.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, lesquels ne sont pas nécessairement des associés et qui seront nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés laquelle fixera la durée de leur mandat. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un Conseil de gérance.

7.2 Les membres du Conseil peuvent ou non être répartis en deux catégories, nommés respectivement «Gérants de catégorie A» et «Gérants de catégorie B».

7.3 Les gérants sont révocables ad nutum.

Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social.

8.2 Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par tout gérant.

Art. 9. Procédure.

9.1 Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2 Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3 La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque gérant de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

9.4 Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5 Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des gérants est présente ou représentée et, si des Gérants de catégorie A et des Gérants de catégorie B ont été nommés, que si au moins un Gérant de catégorie A et un Gérant de catégorie B sont présents ou représentés. Les décisions du conseil de gérance sont prises valablement à la majorité des voix des gérants présents ou représentés et, si des Gérants de catégorie A et des Gérants de catégorie B ont été nommés, ces résolutions ont été approuvées par au moins un Gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

9.6 Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.7 Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie.

Art. 10. Représentation.

10.1 La Société sera engagée, en tout circonstance, vis-à-vis des tiers par la seule signature du gérant unique et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants.

10.2 Dans l'éventualité où deux catégories de Gérants sont créées (Gérant de catégorie A et Gérant de catégorie B), la Société sera obligatoirement engagée par la signature conjointe d'un Gérant de catégorie A et d'un Gérant de catégorie B.

10.3 La Société sera aussi engagée par la signature conjointe ou unique de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2. des Statuts.

Art. 11. Responsabilités des gérants. Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

IV. Assemblée Générale des associés

Art. 12. Pouvoirs et droits de vote.

12.1 L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2 Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

12.3 Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique une autre personne comme mandataire.

Art. 13. Forme - Quorum - Majorité.

13.1 Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie.

13.2 Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3 Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

Art. 14. Exercice social.

14.1 L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente-et-un décembre de chaque année.

14.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont arrêtés et le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

14.3 Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1 Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2 Nonobstant les dispositions précédentes, le Conseil de Gérance peut décider de payer des dividendes intérimaires aux Associés avant la fin de l'exercice social sur la base d'un état de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi ou selon ces Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés seront remboursées par les Associés.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1 En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) gérant(s) ou par la Loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

16.2 Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera attribué à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

VII. Disposition générale

Art. 17. Loi applicable. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparants le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française.

A la requête des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont Procès-verbal, fait et passé à Echternach, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms et prénoms, états et demeures, ils ont signé ensemble avec nous notaire, le présent acte.

Signé: P. SIMON, M. SCHOU, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 07 novembre 2014. Relation: ECH/2014/2136. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 11 novembre 2014.

Référence de publication: 2014174708/284.

(14020094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2014.

NREP Transactions Holding 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 287.750,00.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 113.112.

Extrait de la résolution des associés de NREP Transactions Holding 1 SARL (la «Société») du 17 novembre 2014:

Les associés de la Société ont décidé avec effet immédiat (i) d'accepter la démission de Mr Mark Raine en tant que gérant B de la Société avec effet immédiat et (ii) de nommer Mr Steen Sønderby avec adresse professionnelle au 48 A Skodsborgvej, 2830 Virum, Danemark, en tant que nouveau gérant B de la Société, avec effet immédiat et pour une période indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014178687/14.

(140204285) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2014.

KDC Investments, Luxembourg Branch, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 189.756.

—
“AMENDMENT TO ARTICLES OF ASSOCIATION

Whereas the authorized capital of the Company consists of 500,000,000 common shares without nominal or par value and 500,000,000 preferred shares without nominal or par value as set out in section 6 of the Articles of Association of the Company (the “Articles”);

And whereas it is desirable that the authorized capital of the Company be changed and increased as provided below;

Now therefore be it resolved as a special resolution of the Company:

1. That the existing authorized 500,000,000 common shares without nominal or par value, one of which is issued, be changed into an unlimited number of authorized common shares.

2. That the existing authorized 500,000,000 preferred shares of the Company without nominal or par value, none of which are issued, be re-designated as Class “A” preferred shares and changed into an unlimited Class “A” preferred shares.

3. That the authorized capital of the Company be increased by the creation of an unlimited number of Class B preferred shares without nominal or par value, each with the rights, restrictions, conditions and limitations set out in Annex 1 to this resolution and, to that intent, section 6 of the Articles shall immediately following the enactment of this resolution read as follows:

The Company is authorized to issue an unlimited number of common shares without nominal or par value, an unlimited number of Class “A” preferred shares without nominal or par value, and an unlimited number of Class “B” preferred shares without nominal or par value each with the rights, restrictions, conditions and limitations set out in Annex 1 hereto and with the power to divide the shares in the capital for the time being into classes or series and to attach thereto respectively any preferred, deferred or qualified rights, privileges or conditions, including restrictions on voting rights and including redemption, purchase and other acquisition of such shares, subject, however, to the provisions of the Act.

4. That Annex 1 to this resolution shall become Annex 1 to the Articles effective immediately in place of existing Annex 1 thereto.”

Certificate

The foregoing is certified to be a true copy of the special resolution in writing in lieu of a meeting of the Shareholders of 3147014 NOVA SCOTIA COMPANY, passed on October 10, 2014, which special resolution remains in full force and effect, unamended, as of the date of this certificate.

DATED October 15, 2014.

Jacques Foisy
Secretary

**Annex 1
Share Conditions**

3147014 Nova Scotia Company (the “Company”)

Common shares

1. Voting Rights: Each holder of common shares shall be entitled to receive notice of and to attend all meetings of shareholders of the Company and to vote thereat, except meetings at which only holders of a specified class of shares (other than common shares) or specified-series of shares are entitled to vote. At all meetings of which notice must be given to the holders of the common shares, each holder of common shares shall be entitled to one vote in respect, of each common share held by him or her.

2. Dividends: The holders of the common shares shall be entitled, subject of the rights, privileges, restrictions and conditions attaching to any other class of shares of the Company, to receive any dividend declared by the Company. For greater certainty, dividends may be declared to holders of any or all other classes of shares of the Company to the exclusion of the holders of the common shares.

3. Rights on Dissolution: The holders of the common shares shall be entitled, subject to the rights, privileges, restrictions and conditions attaching to any other class of shares of the Company, to receive the remaining property of the Company on a liquidation, dissolution or winding-up of the Company, whether voluntary or involuntary.

Class “A” Preferred shares

1. Ranking: The Class “A” preferred shares shall rank senior to the common shares of the Company in respect of repayment of capital.

2. Dividends: The holders of the Class «A» preferred shares shall, in priority to any other shares, be entitled to receive and the Company shall pay thereon, as and when declared by the directors out of the moneys of the Company properly applicable to the payment of dividends, a monthly, non-cumulative, cash dividend at a rate being a percentage of the price at which the first issued Class «A» preferred shares were issued (the “Redemption Amount” thereof) per share per annum, which percentage will be determined by the directors at the time of the first issue of Class «A» preferred shares or so soon thereafter as may be. No dividend may be declared or paid on any other class of shares in respect of any month unless and until the dividend payable hereunder has been declared and paid on the Class «A» preferred shares.

3. No Voting Rights: Subject to the terms of the Third Schedule to Nova Scotia Companies Act (the “Act”), the holders of the Class «A» preferred shares shall not, as such, be entitled to receive notice of or to attend or vote at meetings of the shareholders of the Company.

4. Rights on Dissolution: In the event of the liquidation, dissolution or winding-up of the Company whether voluntary or involuntary, the holders of the Class «A» preferred shares shall be entitled to receive in respect of each such share, before any distribution of any part of the assets of the Company among the holders of the common shares, an amount equal to the Redemption Amount of the Class «A» preferred shares held, together with any dividends declared but unpaid upon such shares, and no more.

5. Redemption at the Option of the Company: Subject to the Act, the Company shall, at its option, be entitled to redeem at any time or times all or any part of the Class «A» preferred shares registered in the name of any holder of any such Class «A» preferred shares on the books of the Company with or without the consent of such holder by giving notice in writing to such holder specifying:

a. That the Company desires to redeem all or any part of the Class «A» preferred shares registered in the name of such holder; and

b. If part only of the Class «A» preferred shares registered in the name of such holders is to be redeemed, the number thereof to be so redeemed; and

c. The business day (in this paragraph referred to as the “Redemption Date”) on which the Company desires to redeem such Class «A» preferred shares. Such notice shall specify a Redemption Date which shall not be less than thirty (30) days after the date on which the notice is given by the Company or such shorter period of time as the Company and the holder of any such Class «A» preferred shares may agree; and

d. The place of redemption.

The Company shall, on the Redemption Date, redeem such Class «A» preferred shares by paying to the holder(s) thereof, or distributing properties the value of which is equal to the Redemption Amount thereof together with any dividends declared but unpaid upon such shares (which amount shall be, when such term is used in connection with the Class «A» preferred shares, the “Redemption Price”) on presentation and surrender of the certificate(s) for the Class «A» preferred shares so called for redemption at such place as may be specified in such notice. The certificate(s) for such Class «A» preferred shares shall thereupon be cancelled and the Class «A» preferred shares represented thereby shall thereupon be redeemed. Such payment shall be made by delivery to such holder of a cheque payable in the amount of the aggregate Redemption Price of the Class «A» preferred shares to be redeemed or payment by such other method as may be acceptable to the holder. From and after the Redemption Date the holder thereof shall not be entitled to exercise any of the rights of holders of Class «A» preferred shares in respect thereof unless payment of such Redemption Price is not made on the Redemption Date, or on presentation and surrender of the certificate(s) for the Class «A» preferred shares so called for redemption, whichever is later in which case the rights of the holder of such Class «A» preferred shares shall remain unaffected until payment in full of the Redemption Price.

Where at any time some but not all of such Class «A» preferred shares are to be redeemed, the Class «A» preferred shares to be redeemed shall be selected by lot in such manner as the board of directors determines, or as nearly as may be in proportion to the number of Class «A» preferred shares registered in the name of each holder, or in such other manner as the board of directors determines.

Class “B” Preferred shares

1. Ranking: The Class “B” preferred shares shall rank senior to any other shares of the Company in respect of repayment of capital.

2. Dividends: The holders of the Class «B» preferred shares shall, in priority to the common shares, be entitled to receive and the Company shall pay thereon, as and when declared by the directors out of the moneys of the Company properly applicable to the payment of dividends, a discretionary monthly, non-cumulative, cash dividend at a rate of 0.25% of the Redemption Amount. No dividend may be declared or paid on any common shares in respect of any month unless and until the dividend payable hereunder has been declared and paid on the Class «B» preferred shares.

3. No Voting Rights: Subject to the terms of the Third Schedule to the Act, the holders of the Class «B» preferred shares shall not, as such, be entitled to receive notice of or to attend or vote at meetings of the shareholders of the Company.

4. Rights on Dissolution: In the event of the liquidation, dissolution or winding-up of the Company whether voluntary or involuntary, the holders of the Class «B» preferred shares shall be entitled to receive in respect of each such share, before any distribution of any part of the assets of the Company among the holders of the common shares and any other

class of shares of the Company ranking junior to the Class «8» preferred shares, an amount equal to the Redemption Amount of the Class «B» preferred shares held, together with any dividends declared but unpaid upon such shares, and no more.

5. Redemption at the Option of the Company. Subject to the Act, the Company shall, at its option, be entitled to redeem at any time or times all or any part of the Class «B» preferred shares registered in the name of any holder of any such Class «B» preferred shares on the books of the Company with or without the consent of such holder by giving notice in writing to such holder specifying:

a. That the Company desires to redeem all or any part of the Class «B» preferred shares registered in the name of such holder, and

b. If part only of the Class «B» preferred shares registered in the name of such holders is to be redeemed, the number thereof to be so redeemed; and

c. The business day (in this paragraph referred to as the “Redemption Date”) on which the Company desires to redeem such Class «B» preferred shares. Such notice shall specify a Redemption Date which shall not be less than thirty (30) days after the date on which the notice is given by the Company or such shorter period of time as the Company and the holder of any such Class «B» preferred shares may agree; and

d. The place of redemption.

The Company shall, on the Redemption Date, redeem such Class «B» preferred shares by paying to the holder(s) thereof, or distributing properties the value of which is equal to one US dollar (US\$1,00) per share (the “Redemption Amount”) thereof together with any dividends declared but unpaid upon such shares (which amount shall be, when such term is used in connection with the Class «B» preferred shares, the “Redemption Price”), on presentation and surrender of the certificate(s) for the Class «B» preferred shares so called for redemption at such place as may be specified in such notice. The certificate(s) for such Class «B» preferred shares shall thereupon be cancelled and the Class «B» preferred shares represented thereby shall thereupon be redeemed. Such payment shall be made by delivery to such holder of a cheque payable in the amount of the aggregate Redemption Price of the Class «B» preferred shares to be redeemed or payment by such other method as may be acceptable to the holder. From and after the Redemption Date the holder thereof shall not be entitled to exercise any of the rights of holders of Class «B» preferred shares in respect thereof unless payment of such Redemption Price is not made on the Redemption Date, or on presentation and surrender of the certificate(s) for the Class «B» preferred shares so called for redemption, whichever is later. In which case the rights of the holder of such Class «B» preferred shares shall remain unaffected until payment in full of the Redemption Price.

Where at any time some but not all of such Class «B» preferred shares are to be redeemed, the Class «B» preferred shares to be redeemed shall be selected by lot in such manner as the board of directors determines, or as nearly as may be in proportion to the number of Class «B» preferred shares registered in the name of each holder, or in such other manner as the board of directors determines.

Registrar of Joint Stock Companies

P.O. Box 1529 1505 Barrington Street, 9th Flr.

Maritime Center

Halifax NS B3J 2Y4

Please take notice that on October 15, 2014 the authorized capital of the Company was changed and increased:

FROM 500,000,000 common shares without nominal or par value and 500,000,000 preferred shares without nominal or par value

TO an unlimited number of common shares without nominal or par value, an unlimited number of Class “A” preferred shares without nominal or par value, and an unlimited number of Class “B” preferred shares without nominal or par value

BY:

1. the change of 500,000,000 common shares without nominal or par value into an unlimited number of common shares;

2. the re-designation of the preferred shares as Class “A” preferred shares and the change into an unlimited number of Class “A” preferred shares;

3. and the creation of an unlimited number of Class “B” preferred shares without nominal or par value.

October 15, 2014.

3147014 Nova Scotia Company

Jacques Foisy

Secretary

Référence de publication: 2014176619/167.

(140201580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.